



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE D'ANALYSE SUR LES CONDITIONS
DE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'HABITAT
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie
Direction des Statistiques
Service des Statistiques

NOTE D'ANALYSE SUR LES CONDITIONS DE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'HABITAT DANS LES PAYS DE L'UEMOA



Octobre 2014



SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Liste des tableaux et des graphiques	4
Résumé	5
Introduction	6
I. Généralités sur le financement bancaire de l'habitat	7
1.1. Enjeux socio-économiques	7
1.2. Revue de quelques expériences internationales en matière de financement de l'habitat	8
1.3. Initiatives prises dans les pays de l'UEMOA	11
II. Situation du marché de l'habitat dans l'UEMOA	12
2.1. Durée des crédits à l'habitat	12
2.2. Volume des crédits à l'habitat	13
2.3. Taux d'intérêt des crédits à l'habitat	16
2.4. Caractérisation des banques offreuses de crédits à l'habitat	19
III. Mesures envisageables pour accroître le financement bancaire de l'habitat	21
Conclusion	24
Références bibliographiques	25
Annexes	26

LISTE DES GRAPHIQUES	<i>Page</i>
Graphique 1 : Evolution comparée de la durée initiale des crédits à l'habitat dans l'UEMOA et en France	12
Graphique 2 : Crédits à l'habitat dans l'UEMOA (cumuls annuels)	13
Graphique 3 : Ratio de l'encours des crédits immobiliers sur le total des crédits à l'économie	15
Graphique 4 : Taux d'intérêt débiteur moyen	16
Graphique 5 : taux d'intérêt débiteur moyen dans l'UEMOA, au Maroc et en France	17
Graphique 6 : Répartition des banques selon le ratio du crédit à l'habitat sur l'ensemble des crédits en 2013	18

LISTE DES TABLEAUX	<i>Page</i>
Tableau 1 : Indicateurs démographiques des pays de l'UEMOA en 2013	7
Tableau 2 : Durée moyenne des crédits à l'habitat en 2013	11
Tableau 3 : Crédits à l'habitat distribués en 2013 dans l'UEMOA	14
Tableau 4 : Taux d'intérêt sur les crédits à l'habitat en 2013	16
Tableau 5 : Répartition des banques suivant le ratio des crédits à l'habitat rapportés au total des crédits	19

Résumé

L'étude fait ressortir une amélioration du marché du crédit à l'habitat au cours des dix dernières années. La distribution des crédits à l'habitat est passée de moins de 80 milliards par an sur la période 2005-2011, à 122,2 milliards en 2012, puis à 203,7 milliards en 2013. Cette hausse marquée ces deux dernières années reflète l'assouplissement des conditions de banque et le dynamisme du secteur de l'immobilier, constatés dans presque tous les pays de l'Union.

Toutefois, la part des nouveaux crédits à l'habitat dans le total des nouveaux crédits bancaires reste faible dans l'UEMOA. Elle est ressortie à moins de 2% sur la période 2005-2012 et s'est située à 2,21% en 2013. Par ailleurs, l'encours des crédits à l'habitat ne représente qu'environ 9% de l'encours des crédits à l'économie dans l'UEMOA contre des ratios atteignant 20% au Maroc et 60% en Afrique du Sud. En outre, la durée initiale moyenne des nouveaux crédits à l'habitat est limitée à 7 ans dans l'Union contre environ 20 ans en France.

Les taux d'intérêt moyens des crédits à l'habitat dans l'Union ont sensiblement baissé au cours des dernières années. Ils sont passés en moyenne de 9,78% en 2005 à 7,44% en 2013. Ces taux se rapprochent ainsi de ceux des pays africains de référence à inflation modérée (6,12% en 2013 au Maroc). Ils restent toutefois deux fois plus élevés que ceux prévalant dans les pays développés (3,19% en 2013 en France).

L'analyse comparative entre les pays de l'Union montre que la Place de Dakar est la plus dynamique en matière de crédits à l'habitat. Cette Place propose les taux les plus bas de l'Union (6,81%) et a concentré en 2013 à elle seule la moitié des 15.328 dossiers de crédits à l'habitat approuvés et le tiers (60,4 milliards) du volume de crédits à l'habitat octroyé dans la zone.

Des mesures ont été prises dans les pays de l'UEMOA pour une redynamisation du financement de l'habitat. Elles ont trait notamment à la création ou la relance des activités des banques de l'habitat et la mise en place de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire UEMOA (CRRH-UEMOA). Au niveau monétaire, l'assouplissement des conditions de refinancement des banques a permis de réduire le coût des crédits bancaires. Ces actions devraient être poursuivies et renforcées.

Au terme de l'étude, il est suggéré l'accélération de la mise en place des mécanismes de garantie hypothécaire, qui permettraient d'offrir aux établissements de crédit une garantie équivalente à l'hypothèque. De même, le projet de mise en place de Bureaux d'Information sur le crédit, destinés à faciliter aux banques l'appréciation de la solvabilité des emprunteurs, devrait contribuer à accroître le volume et la qualité des crédits de façon générale et en particulier les conditions d'octroi des crédits à l'habitat.

L'amélioration de l'accès aux crédits à l'habitat passe également par le renforcement du cadre judiciaire en matière de recouvrement des créances par les établissements de crédit. A cet égard, les réformes initiées dans les Etats doivent être accélérées pour encourager le développement notamment du marché hypothécaire. En outre, des actions portant sur la promotion de l'épargne-logement et l'appui à l'organisation des coopératives de logement devraient être menées, en vue d'inclure une large part des populations de l'Union dans le financement bancaire de l'habitat.

Introduction

La question du financement de l'habitat est une préoccupation majeure dans la plupart des Etats, en raison notamment de ses enjeux socio-économiques. En effet, l'accès au logement est l'un des principaux axes des stratégies nationales des pays pour la lutte contre la pauvreté. En outre, le secteur de l'immobilier est un levier de développement économique, en raison de ses effets d'entraînement importants pour le reste de l'économie.

De ce fait, les Etats de l'UEMOA accordent une priorité accrue à l'amélioration des conditions d'accès au logement des populations, singulièrement les plus défavorisées. Dans la plupart des pays de l'Union, des dispositions spéciales ont été prises pour alléger la fiscalité et les conditions d'accès au domaine foncier. Dans certains pays, un appui financier important a été apporté aux programmes immobiliers.

En dépit de ces actions, force est de constater que le financement de l'habitat reste faible dans les pays de l'UEMOA. Le volume des crédits à l'habitat apparaît bas par rapport à la demande et les niveaux des taux d'intérêt sont jugés élevés. En outre, la forte croissance démographique dans les pays de l'Union, en particulier dans les zones urbaines, continue de créer un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de logements et partant, d'accroître les pressions inflationnistes sur les logements.

La présente note propose une analyse des conditions de financement bancaire de l'habitat dans l'UEMOA, en vue de dégager des pistes pour son amélioration. Elle est basée essentiellement sur l'examen des données statistiques collectées dans le cadre de l'enquête sur les conditions de banque conduite par la BCEAO auprès de l'ensemble des banques de l'Union. Cette enquête permet de suivre les conditions effectivement appliquées par les banques à leur clientèle.

Le rapport est composé de trois parties. Premièrement, il expose les enjeux socio-économiques du financement de l'habitat et présente une revue de quelques expériences au niveau international en matière de financement bancaire de l'habitat ainsi que les mesures prises par le passé en faveur du secteur de l'habitat dans l'UEMOA. La deuxième partie du rapport procède à une analyse du marché des crédits à l'habitat dans les pays de l'UEMOA. Les principales caractéristiques de ce marché sont comparées à celles de quelques pays de référence. La troisième partie examine les mesures en cours et celles envisageables pour accroître le financement de l'habitat dans l'Union.

I. GENERALITES SUR LE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'HABITAT

La présente section analyse les enjeux économiques du financement de l'habitat et présente quelques expériences innovantes de financement de l'habitat dans les pays en développement et les initiatives prises dans la zone UEMOA.

1.1. Enjeux socio-économiques du financement de l'habitat

Le financement de l'habitat, notamment en faveur des populations à faibles revenus, est un enjeu économique et social majeur dans les pays en développement comme dans les pays industrialisés.

En effet, la possession d'une maison reste une priorité pour la plupart des ménages. Selon une enquête réalisée par « African Population and Health Research Center », les trois besoins les plus importants des populations pauvres en zone urbaine sont l'accès à un travail, l'accès à un habitat décent et l'accès à l'eau.

L'habitat joue un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté par les effets en chaîne qu'il induit. Une proportion significative d'activités de l'économie informelle dans de nombreuses villes est liée à l'espace du logement. Ainsi, le logement contribue à la création d'activités et partant, de richesses. L'accès au logement permet en outre la constitution d'un patrimoine familial qui se transmet généralement d'une génération à l'autre.

D'un point de vue économique et financier, le financement de l'habitat permet la création de biens durables qui servent de levier pour le financement de l'économie. En effet, l'habitat représente une sûreté de valeur supérieure qui offre l'opportunité à son détenteur d'obtenir davantage de concours, à moindre coût, des établissements de crédit. Pour lesdits établissements, il permet de mobiliser un volume moindre de fonds propres, en contrepartie de la mise en place de crédits. De ce fait, l'amélioration du financement de l'habitat conduit à offrir davantage de marges aux établissements de crédit pour financer l'économie.

Par ailleurs, l'amélioration de l'accès à l'habitat s'accompagne généralement de la création d'un marché hypothécaire qui offre des alternatives de refinancement à long terme au secteur bancaire. Le financement de l'habitat constitue également un moyen de relancer la demande et partant, le niveau de l'activité économique, à travers notamment la revue à la hausse des carnets de commande des entreprises et son impact sur l'emploi ainsi que sur la consommation.

Toutefois, le désir d'être propriétaire de son logement devient de plus en plus difficile à réaliser, notamment dans les zones urbaines, en raison de l'amenuisement de l'offre foncière et de l'augmentation du coût des matériaux de construction, avec des conditions d'accès au financement peu adaptées aux revenus de la plupart des ménages.

Le taux de croissance annuel de la population dans l'UEMOA, qui se situe autour de 2,7%, apparaît également comme une contrainte à l'acquisition d'un logement. La croissance démographique de l'Union est l'une des plus élevées au monde, induisant de fortes tensions dans la Zone en matière d'accès au logement. Par ailleurs, la proportion de la population urbaine est en forte augmentation dans l'Union, passant de 19,8% de la population totale en 1975 à 34,3% en 2013, soit un quasi-doublement en termes relatifs en moins de trente ans. Elle atteint presque la moitié de la population totale au Sénégal, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Dans certaines grandes agglomérations de l'Union, en particulier à Abidjan, le taux de croissance annuel est estimé à 4,6%, induisant un doublement de la population au bout de 15 ans.

Tableau 1 : Indicateurs démographiques des pays de l'UEMOA en 2013

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Population Totale (en millions)	10,0	17,3	23,4	1,5	16,3	17,7	12,9	6,7	105,8
Population Urbaine (en millions)	4,4	4,5	10,1	0,5	5,2	3,0	5,8	2,9	36,3
Part de la population urbaine (en %)	44,0	26,0	43,0	30,0	31,9	17,0	45,0	43,0	34,3
Taux de croissance démographique (en %)	2,9	3,1	2,8	2,0	2,6	3,6	2,5	2,8	2,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO.

Bien qu'il existe peu de statistiques fiables sur le niveau du déficit de logements dans l'UEMOA, le développement des bidonvilles et des habitats précaires dans les grandes villes, ainsi que la hausse continue des loyers sont des illustrations de l'inadéquation entre la demande et la production de logements. Cette situation rend importante la résolution du problème de l'accès au financement de l'habitat.

1.2. Revue de quelques expériences internationales en matière de financement de l'habitat

1.2.1. Généralités sur les axes d'amélioration du financement de l'habitat

De manière générale, dans la plupart des pays, l'amélioration du financement de l'habitat passe par la mise en œuvre de mesures permettant de lever les principales contraintes ci-après :

- la rareté de ressources longues, qui entraîne une inadéquation entre les ressources et les emplois des établissements finançant l'immobilier ;
- la faible mobilisation de l'épargne, notamment au niveau des produits d'épargne-logement, par les ménages à faibles revenus ;
- le faible pouvoir d'achat des populations intéressées ;
- les insuffisances du cadre légal, réglementaire et fiscal.

La solution généralement entrevue pour la résolution du problème des ressources longues nécessaires au financement de l'habitat est la mise en place de fonds de garantie, de structures de refinancement hypothécaire et le développement de produits de marché dédiés. Ces fonds offrent aux institutions prêteuses une garantie contre le défaut de remboursement de la clientèle. Quant aux structures de refinancement, elles mobilisent, au profit des établissements de crédit, des ressources sur les marchés financiers à travers notamment des emprunts obligataires.

Au titre des solutions à la mobilisation de l'épargne, les actions portent généralement sur la promotion de l'épargne-logement. Elle permet aux ménages, après une phase préalable d'épargne, de disposer d'un « droit à prêt », généralement à des conditions préférentielles. L'épargne-logement assure ainsi le rôle de l'apport initial du ménage.

Face au problème du faible pouvoir d'achat des populations, des instruments de financement innovants en faveur des couches de la population les plus pauvres doivent être mis en œuvre par les établissements de crédit. Ainsi, des politiques de bonification de taux sont souvent adoptées et les Etats encouragent et organisent les coopératives de l'habitat.

L'ensemble des axes ci-dessus sont généralement accompagnés de mesures visant l'amélioration du cadre légal et réglementaire, notamment en matière de foncier.

1.2.2. Revue des expériences

En Europe, les Etats ont tenté de répondre au problème du financement de l'habitat par la construction de logements sociaux largement subventionnés. Dans les pays du Sud, les pouvoirs publics ont généralement une action limitée, en raison d'un taux de croissance démographique relativement élevé, dont les effets sont amplifiés en milieu urbain par l'exode rural. Toutefois, des mesures à succès de financement de l'habitat dans certains pays peuvent être relevées.

L'expérience chilienne des années 1990 en matière de logement en faveur des ménages à faibles revenus est souvent citée en exemple. Le Chili a adopté une politique de financement faisant appel fortement au secteur privé, incitant les ménages à l'épargne et permettant des performances remarquables en matière de maîtrise de coûts et de niveau de production de logements.

Le succès de l'expérience chilienne tient à l'adhésion des promoteurs privés et des coopératives au système mis en place par le Ministère de l'habitat et de l'urbanisme du Chili, qui a permis le lancement de programmes destinés aux ménages à revenus moyens et faibles. Ce système est basé sur une aide apportée aux ménages qui ont épargné en moyenne 12,5% de la valeur d'un logement à faible coût. Cette aide est inversement proportionnelle à la valeur du logement et représente entre 75% de ce coût, quand il n'excède pas 5.000 \$, et 13% si le logement coûte 18.000 \$.

Cette politique a permis au Chili d'atteindre le rythme de production de 100.000 logements par an (pour une population d'environ 13 millions d'habitants) au cours de la décennie 1990, soit une production de logements à un niveau supérieur à celui de la demande potentielle.

L'expérience initiée par les Philippines pour faire face au déficit de logement dans le pays est également innovante. Les Philippines se sont dotées d'un dispositif qui repose principalement sur le secteur public, tant au plan du financement que de la production du logement. Le dispositif institutionnel s'articule autour d'un certain nombre d'organismes publics ci-après :

- une caisse de refinancement hypothécaire qui utilise les ressources de la sécurité sociale et des fonds de retraite pour acheter les prêts hypothécaires souscrits par les institutions financières ;
- une société d'assurance hypothécaire qui assure des prêts ;
- un fonds de pension mutuel qui a pour mandat d'utiliser ses ressources pour le financement de prêts hypothécaires pour ses affiliés et de développer des plans d'épargne-logement. Il peut également offrir des garanties de prêts aux promoteurs immobiliers ;
- un programme unifié de prêts au logement qui fonctionne en autofinancement grâce à un système de péréquation, les ménages à revenus élevés payant 3% de taux d'intérêt de plus que la moyenne et les ménages à faibles revenus 3% de moins ;
- enfin, un programme d'hypothèque communautaire qui permet aux groupements communautaires et aux coopératives de mettre des terrains en garantie de prêts hypothécaires.

En Tunisie, la banque de l'Habitat assure la majeure partie (75%) du financement formel de l'habitat, le reste étant pris en charge par les banques commerciales et la Caisse de Sécurité Sociale. Le financement de l'habitat s'appuie sur un système d'épargne-logement qui permet d'offrir des prêts sur une durée s'étalant sur 13 à 20 ans, avec des taux d'intérêt débiteurs d'environ deux points de plus que les taux de rémunération de l'épargne.

Pour les ménages à faibles revenus, un Fonds de Promotion du Logement Social, alimenté par un prélèvement de 1% du salaire, finance des prêts pour les salariés dont le revenu se situe entre une à deux fois le SMIG. Ce prêt peut couvrir jusqu'à 90% du coût du logement, à un taux de 5% et pour une échéance pouvant aller jusqu'à 25 ans.

Ces différentes mesures ont permis à la Tunisie d'atteindre, notamment au cours de la décennie 1990, un rythme de production de logements supérieur à celui des nouvelles demandes.

D'autres pays tels que l'Afrique du Sud ou le Maroc comptent parmi les pays africains qui ont le mieux réussi leur modèle de développement du secteur de l'immobilier. Selon les rapports de l'ONU-HABITAT, l'Afrique du Sud possède le système de subvention au logement le plus large du continent. Le Gouvernement a pu fournir des logements gratuits et totalement subventionnés aux pauvres et aux bas salaires, qui représentent la majorité de la population, grâce à la solidité des finances publiques.

Le Maroc a été reconnu au plan international pour avoir contribué activement à faciliter l'accès à la propriété aux ménages à faibles revenus. La stratégie a consisté à mettre à la disposition des opérateurs publics et privés, une assiette foncière puisée dans le domaine de l'Etat, permettant la création de nouvelles villes. Une exonération fiscale totale a été accordée aux promoteurs immobiliers qui s'engageaient à réaliser des programmes d'habitat sociaux. En ce qui concerne la politique de financement, elle repose sur trois banques qui représentent 70% du marché du crédit à l'habitat. Plusieurs fonds de garantie ont été mis en place dans ce cadre. En particulier, un fond spécial a couvert les prêts octroyés aux ménages à revenus irréguliers, alimenté par des prélèvements sous forme de taxes sur la production et la vente de matériaux de construction.

1.3. Initiatives prises dans les pays de l'UEMOA

A l'instar de la plupart des pays en développement, le secteur de l'immobilier fait l'objet d'une attention particulière dans **les pays de l'UEMOA**. Depuis la Déclaration d'Istanbul en 1996 et plus récemment dans les années 2000, dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, une priorité est accordée à l'amélioration des conditions de logement des populations les plus défavorisées. Dans la plupart des pays de l'Union, des mesures ont été prises pour alléger la fiscalité et les conditions d'accès à la propriété foncière. Des appuis financiers conséquents ont été également apportés aux programmes immobiliers par les pouvoirs publics et les partenaires extérieurs.

Dès les années 1970, les politiques de l'habitat ont été conçues dans les pays de l'UEMOA pour faire face à la poussée démographique et à l'urbanisation croissante observées après les indépendances. Des entreprises publiques, telles que la Société de Gestion Financière et de l'Habitat (SOGEFIHA) en Côte d'Ivoire, la Société Immobilière du Cap-Vert (SICAP) au Sénégal ou la Société Nigérienne d'Urbanisme et de Construction Immobilière (SONUCI), ont été créées pour construire des logements subventionnés, dans des conditions accessibles aux populations à revenus stables, grâce à des fonds mis en place à l'aide du budget de l'Etat. Un système de prêts au logement pour les fonctionnaires publics, avec une garantie de paiement de l'hypothèque grâce aux prélèvements directs sur les salaires a également été mis en place dans certains Etats de l'Union. Ces programmes ont permis de loger une partie de la population urbaine, en particulier les fonctionnaires. La crise économique des années 80-90 n'a toutefois pas permis aux Etats de maintenir cette dynamique.

II. SITUATION DU MARCHÉ DU CREDIT A L'HABITAT DANS L'UEMOA

Cette deuxième partie de la note analyse les caractéristiques du marché du crédit à l'habitat dans l'UEMOA. Elle examine successivement la durée, le volume et les taux d'intérêt des crédits à l'habitat. Enfin, une caractérisation des banques qui financent l'habitat est proposée. Elle vise à mettre en exergue les spécificités des pays de la Zone, notamment les insuffisances du système de financement et les différences avec d'autres zones.

2.1. Durée moyenne des crédits à l'habitat dans l'UEMOA

La durée moyenne des crédits à l'habitat dans l'UEMOA est ressortie à 7,4 ans (89 mois) en 2013. Bien qu'en légère hausse par rapport aux résultats enregistrés sur la période 2007-2010 où cette durée moyenne était d'environ 6 ans, les délais des remboursements des prêts à l'habitat dans l'Union sont largement inférieurs à ceux relevés dans les juridictions plus avancées. En effet, la durée moyenne des crédits à l'habitat atteint près de 20 ans en France et environ 25 ans aux Etats-Unis en 2013. Au Nigeria, la durée moyenne des crédits à l'habitat se situe entre 10 et 15 ans.

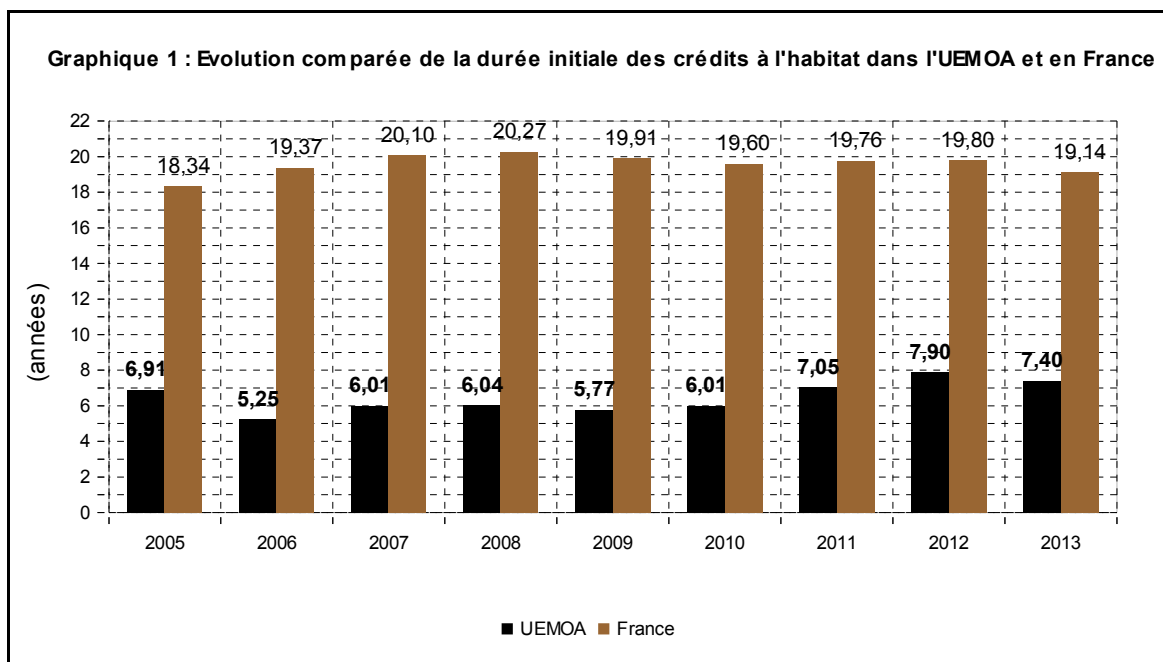
Tableau 2 : Durée moyenne des crédits à l'habitat en 2013 (*)

	Durée moyenne (mois)	Durée moyenne (années)
Bénin	82	6,8
Burkina	94	7,8
Côte d'Ivoire	89	7,4
Guinée-Bissau	67	5,6
Mali	72	6,0
Niger	65	5,4
Sénégal	104	8,7
Togo	55	4,6
UEMOA	89	7,4
France	230	19,1

Sources : BCEAO, Banque de France.

(*) : Les crédits pour la rénovation du logement ont été exclus pour l'UEMOA.

Une disparité de la durée des crédits est observée entre les pays de l'UEMOA. Ainsi, la durée moyenne des crédits à l'habitat en 2013 varie de plus de 8 ans au Sénégal à environ 5 ans en Guinée-Bissau, au Niger et au Togo.



Sources : BCEAO, Banque de France.

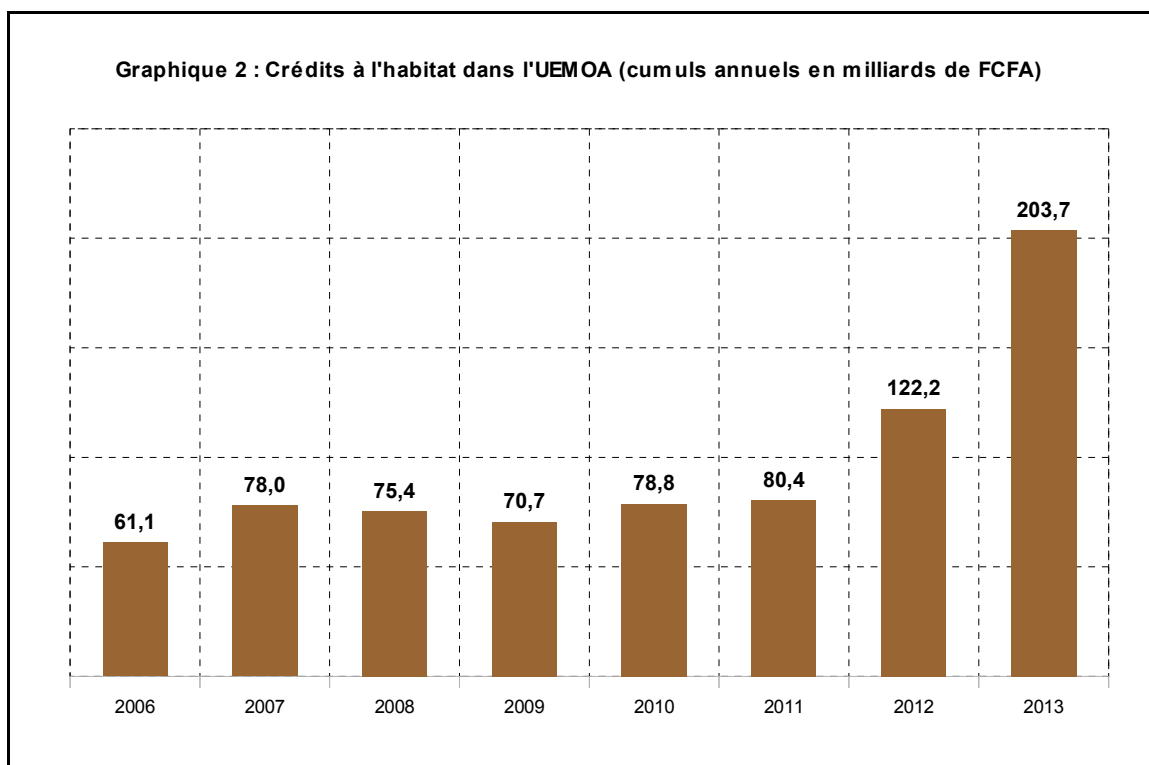
Le niveau relativement faible de la durée des crédits à l'habitat est lié à plusieurs facteurs, notamment la sensibilité des emprunteurs au cycle économique et l'inadéquation entre les ressources courtes et les emplois longs des établissements de crédit. Cette faiblesse traduit également les incertitudes de l'environnement judiciaire et le problème de la confiance de certains acteurs économiques dans les évolutions de long terme de la Zone. Sur ce point, il convient de relever que les situations socio-politiques difficiles en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo ont pu peser sur la visibilité des établissements de crédit en terme d'octroi de crédits longs.

2.2. Volume des crédits à l'habitat dans l'UEMOA

La distribution des crédits à l'habitat est en nette progression depuis 2012. En effet, le volume de crédit à l'habitat octroyé par les banques est demeuré en-dessous de 80 milliards par an sur l'ensemble de la période 2005-2011. Il est monté à 122,2 milliards en 2012, puis à 203,7 milliards en 2013. Cette nette progression à partir de 2012 reflète l'assouplissement des conditions de banque et le dynamisme du secteur de l'immobilier, constaté dans presque tous les pays de l'Union. Elle est liée également au retour de la confiance observé en Côte d'Ivoire, après la crise post-électorale que ce pays a connue.

La Place de Dakar est celle qui distribue le plus de crédits à l'habitat, soit en moyenne 30 milliards par an sur la période 2005-2011. Sur cette place, les crédits distribués ont atteint 60,42 milliards en 2013. La prépondérance du Sénégal a toutefois relativement faibli avec les évolutions enregistrées sur les autres places. La part du Sénégal dans le total des crédits à l'habitat distribués dans l'Union est ainsi de 30% en 2013 contre 42,8% au cours de la période

2005-2011. L'importance de la place de Dakar paraît liée à l'intensité de la concurrence dans le secteur bancaire par rapport aux autres pays de la Zone (à l'exception de la Côte d'Ivoire) et au dynamisme de sa banque de l'habitat qui a bénéficié de ressources concessionnelles tant de partenaires extérieurs que des pouvoirs publics. Ainsi, en 2013, la Banque de l'Habitat du Sénégal a distribué environ le quart des crédits à l'habitat dans ce pays contre un niveau moyen de 9,4% pour l'ensemble des banques de l'habitat de l'Union.



Source : BCEAO.

Illustration de cette expansion du crédit à l'habitat, le nombre de dossiers de crédits à l'habitat approuvés par les banques est passé de 11.754 en 2006 à 15.328 dossiers en 2013, soit un accroissement de 30,4%. Les places de Dakar, Ouagadougou et Niamey comptent les plus grands nombres de bénéficiaires de crédits à l'habitat en 2013. Au Sénégal, le nombre de dossiers approuvés atteint 7 676, soit 50,1% du total de dossiers approuvés dans l'Union.

Le volume de dossiers approuvés au Sénégal contraste avec celui relevé en Côte d'Ivoire, au regard de la taille de l'économie de ce pays, où moins de 700 dossiers de crédit à l'habitat ont été approuvés en 2013. Cette situation révèle une prise de risque relativement limitée des banques ivoiriennes, comparées aux banques sénégalaises. Comme constaté lors de l'enquête menée en 2012-2013 auprès des établissements de crédit sur les sûretés et garanties, en Côte d'Ivoire de probables difficultés existent pour assurer la dépossession de propriétaires d'un bien hypothéqué, en cas d'incident. De ce fait, les banques de cet Etat ont une préférence pour les nantissements et gages.

En 2013, le montant moyen d'un crédit à l'habitat dans l'Union est globalement de 29,7 millions. Pour les particuliers (hors personnel de banque), il s'élève à 9,8 millions. Le niveau moyen le plus important en terme de crédits à l'habitat octroyés aux particuliers est enregistré en Côte d'Ivoire (15 millions), où une forte sélection des bénéficiaires semble être menée, comme l'atteste le nombre limité de dossiers approuvés.

Tableau 3 : Crédits à l'habitat distribués en 2013 dans l'UEMOA

	Niveau				Proportion (en %)	
	Nombre de dossiers de crédits approuvés	Montant (en millions de FCFA)	Montant moyen par dossier (en millions de FCFA)	Montant moyen pour les particuliers* (en millions de FCFA)	Dossiers approuvés	Montant
Bénin	539	20 613	38,5	5,0	3,5	10,1
Burkina	1 491	48 745	32,7	13,8	9,7	23,9
Côte d'Ivoire	696	38 137	54,8	15,0	4,5	18,7
Guinée-Bissau	112	4 587	40,9	8,7	0,7	2,3
Mali	452	6 106	13,3	11,4	2,9	3,0
Niger	1 439	14 285	9,7	7,6	9,4	7,0
Sénégal	7 676	60 419	7,9	4,2	50,1	29,7
Togo	2 923	10 783	3,8	2,9	19,1	5,3
UEMOA	15 328	203 675	29,7	9,8	100,0	100,0

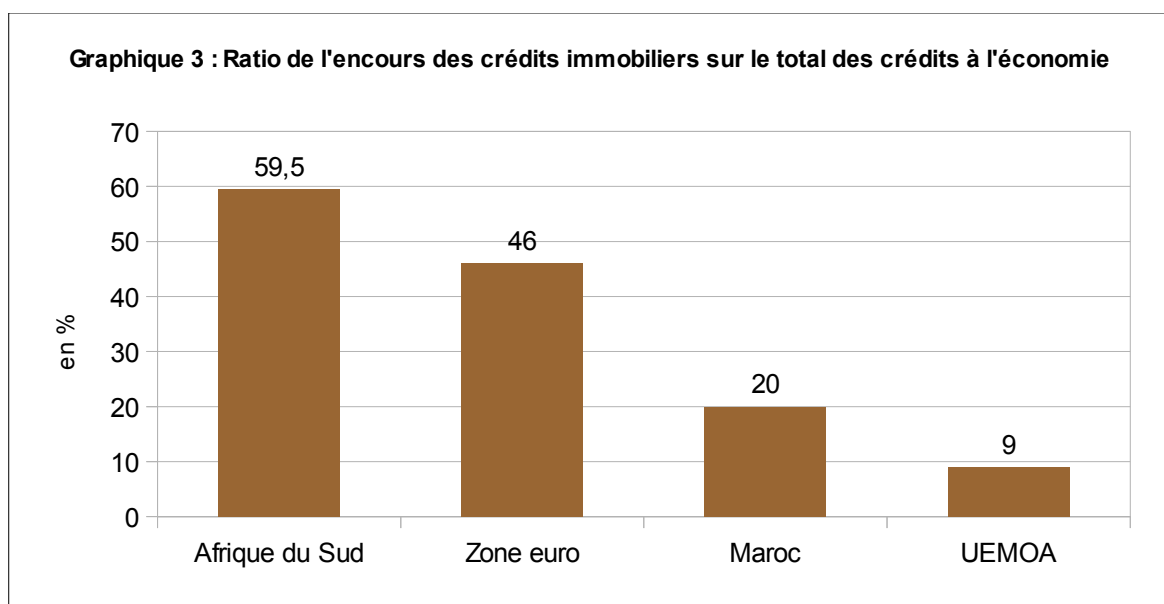
Source : BCEAO. (*) : Hors personnel de banque.

Nonobstant la progression du volume des crédits à l'habitat ces dernières années, la part des nouveaux crédits de ce type dans le total des nouveaux crédits reste faible dans l'ensemble des pays de l'UEMOA. Elle est ressortie à moins de 2% sur la période 2008-2012 et s'est située à 2,21% en 2013.

Globalement, les nouveaux crédits à l'habitat dans l'UEMOA ont représenté 0,47% du PIB en 2013. Les données de l'Union, comparées à celles d'autres Etats de référence, révèlent des écarts relativement importants. A titre d'illustration, au Maroc 165 milliards de Dirhams, soit environ 9.500 milliards de FCFA de crédits à l'habitat ont été octroyés en 2012 (pour une population de 32 millions d'habitants), représentant environ 20% du PIB. En 2007, ce ratio était de 18,3% en Thaïlande, 34,9% en France, 42,3% en Afrique du Sud et 3,9% au Ghana. De même, en 2012, l'encours des crédits immobiliers sur l'encours total de crédits a été de l'ordre de 60% en Afrique du Sud, 46% dans la Zone euro et 20% au Maroc contre seulement 9,0% dans l'UEMOA.

Plusieurs facteurs expliquent l'importance du niveau des crédits à l'habitat dans les zones susmentionnées par rapport à l'Union. Il s'agit notamment de l'utilisation des hypothèques sur les

biens immobiliers et de la forte baisse des taux d'intérêt des crédits à l'habitat, en rapport notamment avec la baisse du coût de refinancement des banques. A titre d'exemple, les taux d'intérêt des crédits à l'habitat en termes réels, en France, sont passés de 7,5% en 1990 à 1,6% en 2004¹. La progression du volume des crédits est liée également à l'assouplissement des conditions d'offre de crédit des banques, qui s'est traduit notamment par l'allongement de la durée des prêts, la réduction des exigences en terme d'apport personnel, en liaison avec la réduction de l'asymétrie d'information et la multiplication des formules proposées en matière de concours à taux variables afin de tirer parti du niveau bas des taux d'intérêt à court terme.



Sources : Banques centrales.

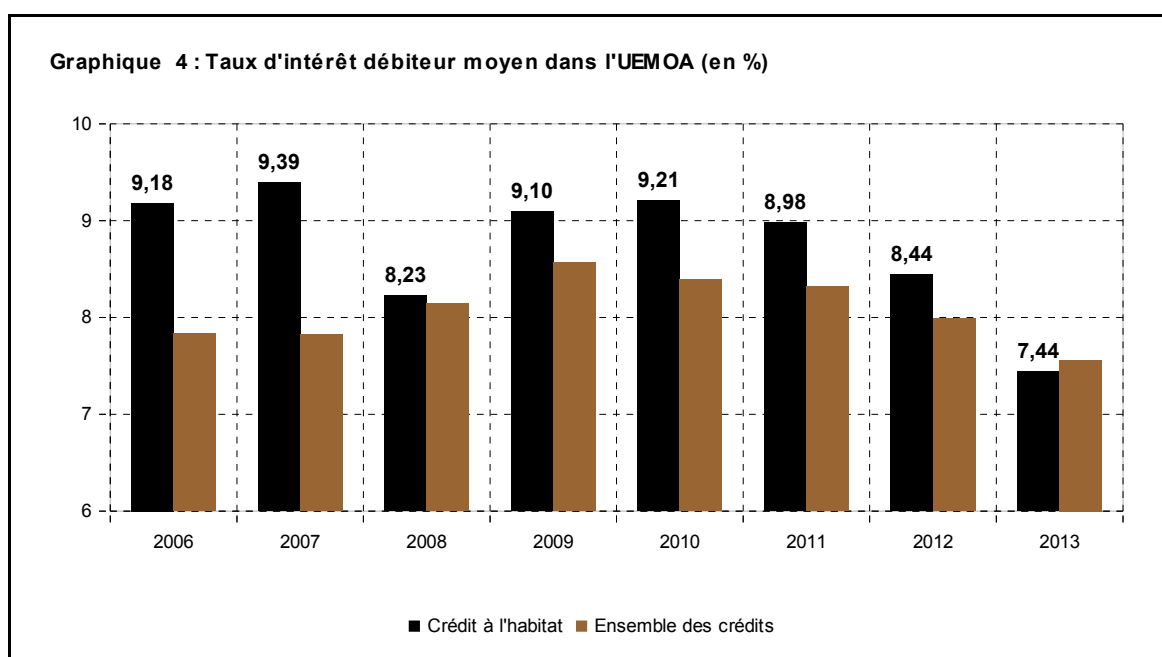
2.3. Taux d'intérêt appliqués aux crédits à l'habitat dans l'UEMOA

Les taux d'intérêt appliqués aux crédits à l'habitat dans l'Union ont diminué de manière significative entre 2005 et 2013. Après s'être globalement maintenus à un niveau supérieur à 9% au cours de la période 2006-2011, le taux moyen appliqué par les banques pour ce type de crédits (hors charges et commissions) s'est situé à 8,44% en 2012, puis à 7,44% en 2013². Par rapport à 2006, la baisse est de 174 points de base en 2013. Sur la période et suivant l'objet des prêts, c'est la baisse la plus importante, après celle des taux d'intérêt appliqués aux crédits à la consommation.

La baisse des taux d'intérêt sur les crédits à l'habitat, à l'instar de celle sur les autres crédits à la consommation, traduirait les effets de la réduction des taux directeurs de la BCEAO et ceux des mesures prises dans les Etats en matière de financement de l'habitat dans l'Union. Il s'agit notamment de la dynamisation des banques de l'habitat et de la promotion de la garantie hypothécaire dans certains Etats.

¹ Données issues de l'étude « Les déterminants de l'évolution récente des crédits en France et en Allemagne, Banque de France, octobre 2006 ».

² Les frais et commissions rapportés au montant sollicité sont évalués à 0,55% en 2013 contre 0,44% en 2006.



Source : BCEAO.

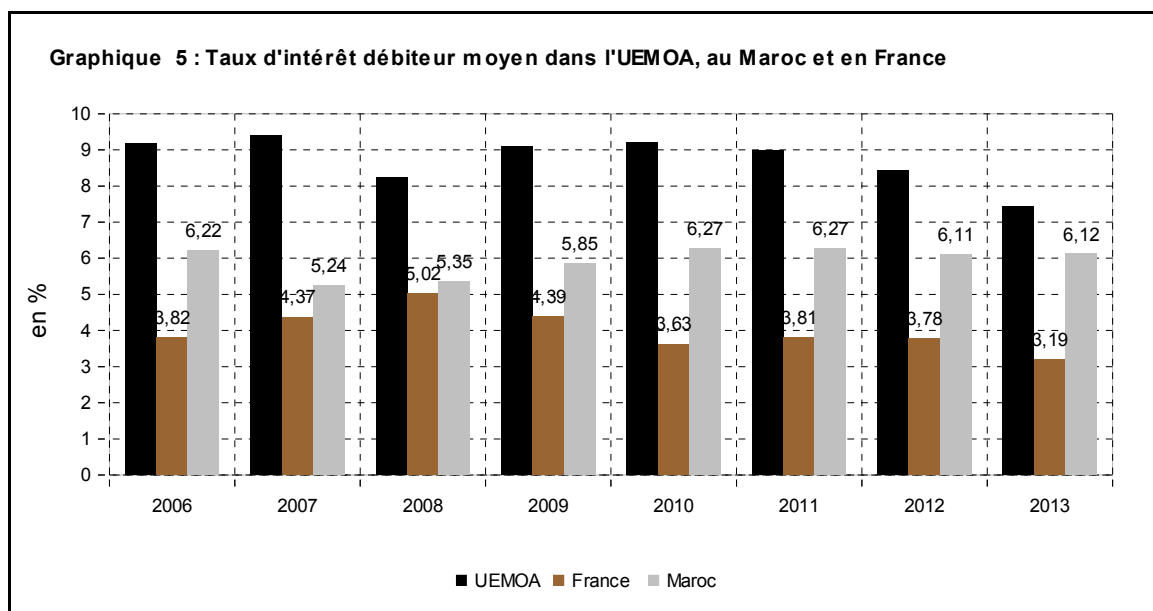
L'analyse par Etat montre que les taux d'intérêt appliqués aux crédits à l'habitat ont baissé dans tous les pays de l'Union. Les baisses les plus importantes ont été constatées au Burkina, en Guinée-Bissau et au Niger. Plus généralement, les baisses significatives sont observées dans les pays qui enregistraient les taux les plus élevés en 2006, reflétant ainsi une convergence des taux d'intérêt vers les niveaux les plus bas observés dans la Zone. Entre 2006 et 2013, le taux d'intérêt moyen a diminué de 4,2 points de pourcentage au Burkina, 2,8 points en Guinée-Bissau et de 2,1 points de pourcentage au Niger. La baisse moyenne au niveau de l'Union a été de 1,7 point de pourcentage.

Tableau 4 : Taux d'intérêt sur les crédits à l'habitat en 2013 (en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	Maroc	France
2006	10,86	10,94	9,10	12,01	10,49	11,18	8,00	10,81	9,18	6,22	3,82
2013	8,47	6,73	7,30	9,18	8,75	9,10	6,81	9,13	7,44	6,12	3,19
Ecart en point de % (2013-2006)	-2,39	-4,21	-1,80	-2,83	-1,74	-2,08	-1,19	-1,68	-1,74	-0,10	-0,63

Sources : BCEAO, Banque de France, Bank Al Maghrib.

Le taux d'intérêt appliqué aux crédits à l'habitat dans l'UEMOA reste toutefois supérieur à celui observé dans certains pays de référence ayant des niveaux d'inflation proches de ceux de l'UEMOA. En effet, le taux d'intérêt moyen appliqué aux nouveaux crédits immobiliers en 2013 se situe à 6,12% au Maroc et celui des crédits à l'habitat en France n'a été que de 3,19% en 2013.



Sources : BCEAO, Banque de France, Bank Al Maghrib.

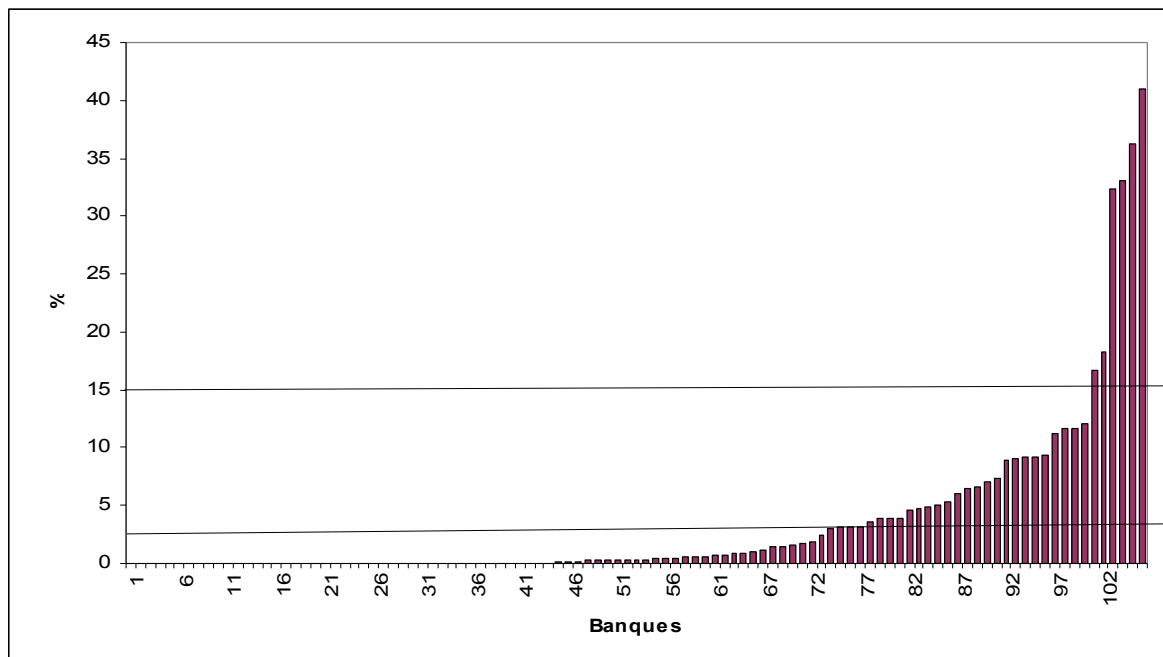
Globalement, bien que les taux d'intérêt des crédits à l'habitat dans l'UEMOA se rapprochent de ceux en vigueur dans les pays africains à inflation modérée, ils demeurent largement supérieurs à ceux pratiqués dans les pays développés, notamment en France. Il convient cependant de préciser que les taux d'intérêt sur les crédits à l'habitat en France à la fin des années 1990 étaient du même ordre que ceux actuellement observés dans l'UEMOA. Ils se sont inscrits en forte baisse au cours des années 2000, passant d'environ 6,0% en 2000 à 3,2% en 2013, soit un repli d'environ 50% sur la période d'analyse. Cette baisse est liée à la détente des taux sur les marchés financiers, notamment la décréue du taux des Obligations Assimilables du Trésor à 10 ans (OAT dix ans), qui sert de base au calcul des taux des crédits immobiliers. Le taux des OAT à 10 ans est passé de 5,6% en début 2000 à 2,3% en fin décembre 2013, soit une baisse de plus de 50% et d'ampleur similaire à celle des taux d'intérêt des crédits à l'habitat. Cette évolution souligne pour l'UEMOA la nécessité de développer des instruments financiers à long terme, en vue de permettre aux établissements de crédits de disposer de ressources longues.

Il convient par ailleurs de souligner qu'en procédant à une analyse fine des conditions du marché, il ressort qu'au niveau des frais de dossiers et autres charges liées à la mise en place des crédits bancaires, payés par les demandeurs, contrairement à la tendance baissière observée pour les taux d'intérêt débiteurs, les sommes versées se sont plutôt accrues en termes relatifs, en passant à 1,1% du montant sollicité en 2012, contre un ratio de 0,97% en 2006.

2.4. Caractérisation des banques offreuses de crédits à l'habitat

L'examen des données en terme d'offres de crédit laisse apparaître une différenciation relativement nette dans les comportements des acteurs. L'analyse effectuée en la matière a porté sur 104 banques installées dans l'espace UEMOA et concerné l'ensemble des lignes de crédits qu'elles ont mises en place en 2013, soit plus de 600.000 lignes. Le graphique ci-dessous permet de faire ressortir les écarts entre les établissements de crédit en matière d'intervention sur le marché du crédit à l'habitat.

Graphique 6 : Répartition des banques selon le ratio du crédit à l'habitat sur l'ensemble des crédits en 2013



Source : BCEAO.

En tenant compte de l'importance relative du montant des crédits à l'habitat (ratio des crédits à l'habitat rapportés au total des crédits) dans leur portefeuille, les banques peuvent être classées en quatre groupes à partir de l'analyse graphique ci-dessus.

Le premier groupe comprend les banques n'ayant accordé aucun crédit à l'habitat en 2013. Le deuxième comprend les banques dont la part de crédits à l'habitat octroyés dans le total de crédits est inférieure à la moyenne dans l'Union (2,5%). Le troisième groupe concerne les banques dont le ratio crédit à l'habitat sur le total des crédits est compris entre 2,5% et 15%. Le dernier groupe comprend les banques pour lesquelles ce ratio est supérieur à 15%.

Les principaux constats dégagés de cette classification sont les suivants :

- les banques les plus impliquées dans le financement de l'habitat (groupe 4) sont des établissements spécialisés dans ce domaine ou à capitaux publics, qui mèneraient de ce fait une politique spécifique en ligne avec les objectifs de l'Etat ;

- les banques participant très peu ou pas au financement de l'habitat (groupe 1) sont des établissements de petite taille en termes de bilan et/ou ayant une situation prudentielle délicate ;
- les « grandes banques » sont généralement moins engagées, en terme relatifs, dans le financement de l'habitat (groupe 2). Cette situation est particulièrement relevée en Côte d'Ivoire. A l'opposé, dans des Etats comme le Sénégal et le Niger, les banques de grande taille ont une participation plus importante, quoique dans des proportions moindres par rapport aux autres établissements, dans le financement de l'habitat ;
- les taux appliqués aux crédits à l'habitat ressortent à des niveaux plutôt élevés dans l'Union, du fait que les banques qui ont une surface financière large participent insuffisamment, en termes relatifs, à cette activité.

Tableau 5 : Répartition suivant le ratio des crédits à l'habitat rapporté au total des crédits

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
Ratio crédit habitat sur total crédit (RH)	0	$0 < RH \leq 2,5\%$	$2,5 < RH < 15$	$15 \leq RH$
Nombre de banques	36	35	27	6
Total bilan (moyenne)	115,4	215,7	175,9	112,8
Taux appliqués aux crédits à l'habitat	-	6,20%	7,70%	8,00%
Ratio moyen	0,00%	0,60%	6,60%	29,60%

Source : BCEAO.

En définitive, l'analyse du ratio crédits à l'habitat rapportés au total des crédits permet de confirmer que les banques de l'habitat sont les plus impliquées dans le financement de l'immobilier. A cet égard, il importe d'encourager leur mise en place dans tous les Etats de l'Union et de renforcer leur capacité. Les résultats de l'analyse indiquent également que les plus grandes banques proposent des taux d'intérêt relativement plus faibles dans l'octroi de crédits à l'habitat, mais ne sont pas particulièrement impliquées dans le financement de l'habitat.

III. MESURES ENVISAGEABLES POUR ACCROITRE LE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'HABITAT

La présente section esquisse des mesures susceptibles de lever les contraintes liées au financement bancaire de l'habitat dans les pays de l'UEMOA. Elle s'appuie notamment sur les bonnes pratiques observées dans d'autres zones et qui pourraient être adaptées à l'Union. Les mesures explorées tiennent compte également de l'analyse du marché du crédit à l'habitat dans l'Union. Elles se déclinent autour du renforcement d'actions en cours dans les Etats membres de l'Union et de la mise en œuvre d'initiatives spécifiques pour lesquelles des résultats probants ont été obtenus dans d'autres juridictions.

3.1. Renforcement des mesures en cours dans les Etats

En vue d'assurer la réalisation des objectifs ambitieux affichés ces dernières années, les Etats ont engagé certaines actions visant à favoriser le développement du financement de l'habitat, qu'il paraît nécessaire de renforcer. Il s'agit notamment :

- **de la consolidation de la position des banques de l'habitat.** Des analyses précédentes, il est ressorti le rôle prépondérant des banques de l'habitat dans le financement de l'immobilier. Aussi, savère-t-il nécessaire de prendre appui sur elles pour accroître le financement de l'habitat. En s'inspirant de l'exemple sénégalais, l'accès des banques de l'habitat à des ressources concessionnelles, à travers les partenaires au développement, devrait être encouragé ;
- **de l'amélioration de l'accès aux titres fonciers.** Dans le schéma de dynamisation du secteur de l'habitat, il est impératif de faciliter les conditions d'accès à la terre et aux titres fonciers. La stratégie à mettre en œuvre dans ce cadre pourrait consister notamment à élargir le domaine d'intervention du secteur privé à la mise en valeur et à la commercialisation des terrains nus ;
- **de la mise en place de fonds nationaux d'appui au secteur de l'immobilier.** Les Fonds nationaux d'appui aux programmes immobiliers doivent être mis en place ou renforcés dans l'Union. A titre d'exemple, en Côte d'Ivoire récemment, trois fonds de soutien à l'habitat ont été créés et au Niger, les projets de textes régissant la création d'un Fonds National de l'Habitat sont en cours de finalisation ;
- **du développement du partenariat public-privé.** Les partenariats public-privé constituent un axe important dans le financement de l'habitat qu'il convient de vulgariser dans les Etats de l'Union. Dans ce cadre, l'Etat devrait intervenir dans la viabilisation des terrains avant l'intervention du privé, en vue de réduire les coûts d'accès au logement. Ce partenariat permettrait également le maintien de la solvabilité des emprunteurs qui pourraient ainsi bénéficier de crédits auprès des banques ;

-
- **du renforcement de l'action de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA.** La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) a été créée en juillet 2010, à l'initiative de la BCEAO, de la BOAD et du CREPMF. Son objectif exclusif est d'assurer le refinancement des prêts au logement des établissements bancaires qui en sont actionnaires. Il convient de renforcer l'action de la CRRH-UEMOA, notamment par la promotion de l'établissement en vue de faciliter la mobilisation de ressources sur le marché financier et le refinancement des créances hypothécaires des banques.

3.2. Promotion de l'épargne-logement

Il ressort de l'analyse des expériences de financement de l'habitat dans d'autres zones que l'épargne-logement a été l'une des clés de voûte des actions entreprises, eu égard au fait qu'elle permet de constituer l'apport personnel de l'emprunteur. De ce fait, elle améliore les garanties fournies au prêteur. A titre illustratif, l'encours des crédits à l'habitat en France est financé à hauteur de 30% par l'épargne-logement. La culture de l'épargne-logement dans l'Union pourrait être encouragée par la proposition de taux de rémunération incitatif de ce type d'épargne.

3.3. Promotion de la garantie hypothécaire

La constitution d'une hypothèque reste une contrainte majeure pour la plupart des populations de l'Union, en raison notamment de son coût, des longues démarches administratives qui y sont relatives et souvent de l'absence de titre foncier. Aussi, est-il nécessaire de mettre en place des mécanismes de garantie hypothécaire, qui permettraient d'offrir aux établissements de crédit une garantie équivalente à l'hypothèque. Il conviendrait dans ce cadre de faire intervenir des sociétés de caution³ pour limiter les risques perçus par les établissements de crédit en matière de financement de l'habitat.

De façon globale, le succès de la caisse de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA et des actions de promotion de la garantie hypothécaire passent par l'amélioration de l'accès au foncier. Aussi, convient-il de mettre en œuvre des actions visant la réduction des délais d'obtention des titres fonciers et le coût des procédures d'immatriculation y relatives.

3.4. Amélioration de l'information sur les emprunteurs pour réduire les taux d'intérêt

Le niveau relativement élevé des taux d'intérêt sur les crédits, en particulier sur les crédits à l'habitat, est lié en partie à la faiblesse de l'information sur la solvabilité des emprunteurs. A cet égard, la Banque Centrale devrait poursuivre les actions devant aboutir à réduire les risques perçus par les banques sur les crédits immobiliers. Elle devrait ainsi accélérer la mise en œuvre

³ une étude financée par la BOAD, le CREPMF et la BCEAO sur la promotion de la Garantie Hypothécaire dans les pays de l'UEMOA a été réalisée par « Développement International Desjardins ». Elle a proposé une solution basée sur le principe suivant : « une hypothèque est remise au prêteur si et seulement si il y a défaut de paiement. Entre-temps, le prêteur détient une caution qui sera rendue exigible si la société de caution s'avérait ne pas être en mesure de remettre au prêteur l'hypothèque précitée ».

des projets dont l'objectif est de permettre aux banques de disposer des informations sur la situation financière ou économique des demandeurs de prêts. La création de Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) fait partie de cette démarche globale. La mise en place des BIC devrait contribuer à augmenter le volume du crédit et à baisser les taux d'intérêt de l'ensemble des crédits, en particulier ceux de l'habitat.

3.5. Amélioration du cadre judiciaire en matière de recouvrement des créances par les établissements de crédit.

Dans l'UEMOA, des dysfonctionnements de la justice sont signalés notamment par les partenaires au développement (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International) et les établissements de crédit pour le recouvrement des créances. Cette situation constitue un frein majeur à l'attrait des banques pour le financement de projets relativement importants pour les économies locales. Par ailleurs, il est noté le non-respect des délais légaux de réalisation des garanties qui entraîne des procédures longues et coûteuses pour les établissements de crédit.

Pour mettre un terme à l'incidence négative de cette situation sur la capacité des banques à financer l'habitat, les Etats membres de l'Union devront accélérer les réformes en cours en vue d'un fonctionnement harmonieux de l'appareil judiciaire. Ils devraient également prendre des mesures pour assurer un traitement des dossiers opposant les établissements de crédit à leur clientèle par des juridictions appropriées, soucieuses de veiller aux intérêts des parties en conflit.

CONCLUSION

En dépit d'une amélioration notée au cours des dix dernières années, le marché du crédit à l'habitat reste insuffisamment dynamique dans l'UEMOA. Le volume des crédits et la durée des nouveaux crédits à l'habitat sont faibles comparés à ceux observés dans les pays de référence. En outre, bien qu'en baisse au cours de la période récente, les taux d'intérêt sur les crédits à l'habitat demeurent nettement supérieurs à ceux pratiqués dans les pays industrialisés.

Partant de ce constat, il convient de renforcer les mesures en cours dans l'Union et de vulgariser les actions probantes engagées dans certains pays. Les mesures doivent porter sur le renforcement de la position des banques de l'habitat, notamment par l'augmentation de leurs fonds propres, la promotion des fonds nationaux d'appui au secteur de l'immobilier et le développement de la garantie hypothécaire. Par ailleurs, des conditions de rémunération incitatives sont nécessaires pour encourager l'épargne-logement. L'ensemble de ces mesures devrait être accompagné d'actions visant l'amélioration du cadre judiciaire et la résolution du problème de l'accès au foncier.

=====

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Le financement de l'habitat en 2013, ACPR, Banque de France, juillet 2014
- Etudes relatives à la promotion de la garantie hypothécaire dans les pays de l'UEMOA, DID, décembre 2012
- Note sur le marché du logement au Mali, Office Malien de l'habitat, Etude du Ministère du Logement, des Affaires foncières et de l'Urbanisme
- « Les crédits nouveaux à l'habitat des ménages : tendances récentes », Bulletin de la Banque de France N°189, troisième trimestre Frédéric Delamarre, 2012
- Etude monographique sur les services immobiliers du logement à Dakar, Etude du Ministère de l'Economie et des finances du Sénégal, Décembre 2012
- « Stratégie nationale de financement du logement social au Camérout », Etude du Ministère du Développement et de l'habitat, février 2010
- « Loger les pauvres dans les villes africaines, les moyens d'aider les pauvres à financer leur logement » publication de l'ONU-HABITAT, 2010
- A feasibility study on the establishment of a secondary mortgage institution in Nigeria, Policygnosis, 2011
- « Note sur le marché du logement au Mali », étude du Ministère du logement, des affaires foncières et de l'urbanisme, Août 2009
- « Politique nationale de l'habitat et du développement urbain », Etude du Ministère de l'habitat et de l'Urbanisme du Burkina, Mars 2008
- The housing market in Ghana, Bank of Ghana, 2007
- Les déterminants de l'évolution récente des crédits en France et en Allemagne, Élisabeth FONTENY, Claus GREIBER, Banque de France, octobre 2006
- L'évolution actuelle du crédit à l'habitat en France est-elle soutenable ?, Frédéric WILHELM, Banque de France, 2005

ANNEXES

ANNEXE 1 : INDICATEURS DU MARCHE DU CREDIT A L'HABITAT

Tableau 1 : Evolution des crédits à l'habitat

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bénin	3 199	3 270	1 620	711	1 233	8 531	4 957	4 123	20 613
Burkina	11 377	10 460	8 450	17 729	8 380	7 158	5 547	11 870	48 745
Côte d'Ivoire	20 848	5 035	6 550	6 633	8 067	12 141	6 155	16 405	38 137
Guinée-Bissau	227	383	562	591	1 049	1 091	1 245	2 932	4 587
Mali	1 969	2 428	6 501	6 032	3 121	3 342	6 736	5 837	6 106
Niger	3 047	2 732	14 339	9 758	7 301	9 388	10 230	19 574	14 285
Sénégal	32 239	33 146	32 010	28 312	31 181	30 641	32 705	51 005	60 419
Togo	1 821	3 617	7 980	5 639	10 327	6 503	12 805	10 492	10 783
UEMOA	74 727	61 073	78 012	75 404	70 659	78 796	80 381	122 238	203 675

Tableau 2 : Part des crédits à l'habitat

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bénin	2,05	1,65	0,71	0,20	0,24	1,78	0,85	0,59	2,10
Burkina	8,11	6,85	4,57	5,63	2,06	1,09	0,62	1,28	3,14
Côte d'Ivoire	1,41	0,43	0,46	0,32	0,43	0,63	0,49	0,76	1,39
Guinée-Bissau	24,92	34,26	13,19	6,82	16,47	10,92	3,62	7,54	10,29
Mali	1,69	0,78	1,73	1,70	0,68	0,63	0,75	0,80	0,69
Niger	3,62	2,54	10,26	4,94	3,51	3,97	3,83	4,96	3,93
Sénégal	2,91	2,94	3,09	2,48	2,18	1,93	1,87	2,62	2,70
Togo	3,24	4,13	6,37	3,52	5,86	2,81	4,30	2,79	2,66
UEMOA	2,38	1,94	2,23	1,64	1,40	1,39	1,34	1,68	2,21

Tableau 3 : Evolution des taux d'intérêt appliqués aux crédits à l'habitat

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bénin	10,87	10,86	10,23	10,15	10,14	11,00	9,71	8,98	8,47
Burkina	11,83	10,94	10,01	6,33	8,99	9,27	10,16	9,06	6,73
Côte d'Ivoire	10,78	9,10	9,16	9,44	9,52	10,32	11,25	10,21	7,30
Guinée-Bissau	10,19	12,01	9,49	8,89	9,10	8,98	10,20	8,75	9,18
Mali	10,42	10,49	9,12	8,99	8,57	8,18	8,73	8,13	8,75
Niger	12,76	11,18	11,74	9,32	10,82	10,50	10,15	9,40	9,10
Sénégal	7,89	8,00	8,08	8,28	8,29	7,90	7,72	7,04	6,81
Togo	11,49	10,81	10,03	9,50	10,11	9,59	9,39	9,83	9,13
UEMOA	9,78	9,18	9,39	8,23	9,10	9,21	8,98	8,44	7,44

ANNEXE 2 : EVOLUTION ANNUELLE DES CONDITIONS DE BANQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

1. UEMOA

1.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards FCFA)

Tableau 1.1.1. Par catégorie de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	64,0	76,6	218,2	136,7	182,5	228,8	252,9
Particuliers	369,7	511,4	543,7	711,0	767,3	1 070,1	1 389,4
Clientèle financière	12,5	29,9	46,7	27,9	54,7	50,3	61,3
Sociétés d'Etat et EPIC	149,2	183,2	193,8	209,4	153,4	244,9	261,3
Assurances-Caisses de retraite	6,2	12,0	6,5	6,9	5,5	9,1	36,5
Entreprises privées du secteur productif	2 271,3	2 837,2	2 978,4	3 393,6	3 796,3	4 201,1	5 831,5
Entreprises individuelles	535,0	819,8	950,7	1 085,5	842,7	1 228,3	1 152,3
Coopératives et groupements villageois	56,8	39,1	37,4	37,2	49,1	72,1	51,6
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	15,5	29,9	56,5	26,4	90,5	89,6	99,3
Personnels des banques	25,4	48,3	31,5	34,7	45,6	69,7	74,0
Total	3 505,8	4 587,5	5 063,3	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0

Tableau 1.1.2. Par objet économique	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	78,0	75,4	70,7	78,8	80,4	122,2	203,7
Exportation	15,3	7,9	65,2	61,8	55,7	41,7	27,3
Equipement	377,2	419,5	507,9	507,9	690,4	734,4	811,2
Consommation	244,0	407,8	342,4	470,4	525,7	812,2	1 106,7
Trésorerie	2 441,9	3 239,3	3 646,3	3 992,8	3 859,8	4 651,0	5 534,4
Autres	349,4	437,5	430,8	557,6	775,4	902,4	1 526,7
Total	3 505,8	4 587,5	5 063,3	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0

Tableau 1.1.3. Par durée	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	1 314,1	1 816,8	1 893,7	1 954,9	1 541,0	1 822,3	2 654,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	871,9	975,6	1 104,9	1 194,0	1 288,4	1 825,6	1 959,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	198,5	356,0	475,7	587,6	874,5	986,6	1 063,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	213,7	278,1	332,9	470,8	500,7	591,6	840,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	208,9	260,2	282,4	359,2	374,2	399,4	497,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	560,8	679,3	805,9	873,7	1 036,4	1 149,5	1 461,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	101,5	180,5	136,6	189,5	324,7	429,0	654,8
Plus de 10 ans	36,2	41,1	31,2	39,6	47,6	60,1	77,9
Total	3 505,8	4 587,5	5 063,3	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0

1.2. TAUX DEBITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.2.1. Par catégorie de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	6,73	8,24	7,75	7,33	7,82	7,33	7,35
Particuliers	11,10	11,28	11,25	10,72	10,61	10,31	9,45
Clientèle financière	7,82	9,76	8,72	7,99	8,03	8,28	6,32
Sociétés d'Etat et EPIC	7,90	7,25	7,98	8,04	7,46	6,73	7,04
Assurances-Caisses de retraite	9,95	7,97	9,44	4,87	10,08	10,09	9,69
Entreprises privées du secteur productif	7,21	7,70	8,31	8,11	7,81	7,48	7,08
Entreprises individuelles	8,17	7,99	8,18	8,09	8,94	8,31	8,11
Coopératives et groupements villageois	9,94	9,68	9,68	9,48	8,09	8,51	8,82
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,02	9,46	10,04	9,42	9,11	7,22	7,57
Personnels des banques	2,83	3,76	3,09	3,07	4,30	3,98	2,82
Total	7,82	8,14	8,57	8,39	8,32	7,99	7,56

Tableau 1.2.2. Par objet économique	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	9,39	8,23	9,10	9,21	8,98	8,44	7,44
Exportation	8,08	9,38	8,82	8,92	8,82	7,98	8,24
Equipement	8,65	8,85	8,95	9,45	8,99	8,77	8,45
Consommation	11,32	11,12	11,41	10,96	10,60	10,11	9,29
Trésorerie	7,12	7,45	8,06	7,85	7,72	7,27	6,90
Autres	8,98	9,80	9,99	8,96	9,07	9,12	8,22
Total	7,82	8,14	8,57	8,39	8,32	7,99	7,56

Tableau 1.2.3. Par durée	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	6,30	6,73	7,26	7,13	6,93	6,83	6,20
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,26	7,97	8,11	7,71	7,33	6,67	6,52
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,44	8,79	9,95	9,44	8,89	8,64	8,65
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,08	9,71	9,45	9,14	9,74	9,33	8,73
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,27	9,95	10,87	10,41	9,84	9,61	8,88
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,79	10,29	10,12	10,15	9,85	9,86	9,24
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,36	9,36	9,60	8,97	8,75	8,92	8,25
Plus de 10 ans	5,24	5,99	7,64	6,65	6,76	6,09	6,97
Total	7,82	8,14	8,57	8,39	8,32	7,99	7,56

1.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 1.3.1. Répartition par débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	14,9	74,0	43,7	33,3	12,6	18,21	14,21
Particuliers	9,5	22,9	17,9	13,2	15,4	19,75	39,43
Clientèle financière	15,8	18,6	9,0	11,6	6,2	16,63	6,10
Sociétés d'Etat et EPIC	57,5	79,3	72,7	150,0	78,5	34,95	27,42
Assurances-Caisses de retraite	2,3	1,5	0,9	1,7	0,1	0,54	0,71
Entreprises privées du secteur productif	823,2	987,5	894,2	1014,1	1020,4	1 080,84	3 417,01
Entreprises individuelles	128,5	186,1	193,7	204,6	146,8	194,49	521,49
Coopératives et groupements villageois	1,2	2,1	1,9	87,4	0,3	6,91	4,27
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	22,5	28,5	68,5	1,1	0,9	1,52	4,37
Personnels des banques		0,0	0,0	0,2	0,2	0,08	0,30
Total	1075,4	1400,5	1302,5	1517,3	1281,3	1373,9	4035,3

Tableau 1.3.2. Répartition par durée	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	206,3	347,0	295,6	415,4	307,2	333,95	1 215,75
30 jours à moins de 60 jours	358,2	457,5	426,5	361,4	358,0	378,67	808,80
60 jours à moins de 90 jours	296,2	372,1	304,3	403,0	323,7	336,95	844,40
90 jours à moins de 120 jours	97,5	145,9	160,0	195,2	142,6	144,33	420,19
120 jours et plus	117,2	77,9	116,1	142,3	149,7	180,03	746,16
Total	1075,4	1400,5	1302,5	1517,3	1281,3	1373,9	4035,3

1.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyennes pondérées, en %)

Tableau 1.4.1. Taux d'escompte par débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	7,11	7,93	10,52	11,03	7,79	7,09	6,33
Particuliers	12,07	11,16	10,39	10,24	10,31	11,11	9,38
Clientèle financière	9,42	9,04	6,98	6,98	6,48	7,91	9,16
Sociétés d'Etat et EPIC	8,23	7,70	8,20	8,40	7,68	7,91	8,42
Assurances-Caisses de retraite	9,47	8,13	9,11	9,29	14,47	8,20	10,21
Entreprises privées du secteur productif	9,91	9,77	9,85	9,72	8,78	8,80	7,86
Entreprises individuelles	11,22	10,73	10,57	10,09	9,40	9,27	7,99
Coopératives et groupements villageois	11,86	12,52	12,74	9,03	14,27	9,62	9,87
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,80	8,91	8,56	10,23	9,40	10,28	7,80
Personnels des banques		2,55	2,50	7,00	7,07	8,78	0,32
Total	9,97	9,68	9,81	9,61	8,79	8,85	7,89

Tableau 1.4.2. Taux d'escompte par durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	9,75	9,11	9,80	10,16	8,68	8,36	7,00
30 jours à moins de 60 jours	9,89	9,83	9,66	9,39	8,67	9,14	7,91
60 jours à moins de 90 jours	10,45	10,00	10,24	9,84	9,19	9,46	8,64
90 jours à moins de 120 jours	10,56	10,00	9,99	9,54	8,91	8,63	9,10
120 jours et plus	8,87	9,25	8,99	8,04	8,30	8,17	7,81
Total	9,97	9,68	9,81	9,61	8,79	8,85	7,89

1.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DES COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 1.5.1. Par catégorie de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	304,0	281,8	493,2	456,5	451,7	497,84	538,91
Particuliers	562,5	690,0	745,2	807,3	868,7	1 733,79	1 238,80
Clientèle financière	300,7	330,4	206,6	301,3	453,8	736,50	959,83
Sociétés d'Etat et EPIC	289,7	386,4	408,0	440,6	493,8	696,86	711,02
Assurances-Caisses de retraite	268,2	319,4	343,0	417,0	372,7	524,64	663,05
Entreprises privées du secteur productif	748,5	953,6	1 105,2	1 334,4	1 398,0	1 648,43	1 798,33
Entreprises individuelles	134,9	167,0	185,1	286,9	205,0	319,45	247,06
Coopératives et groupements villageois	42,3	99,2	49,2	70,9	62,3	117,73	111,93
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	158,7	201,4	215,2	223,9	341,2	296,23	231,60
Personnels des banques	5,0	10,5	8,4	19,1	10,0	18,51	13,54
Total	2 814,4	3 439,6	3 759,1	4 357,9	4 657,1	6 590,0	6 514,1

Tableau 1.5.2. Par objet économique	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	2 712,7	3 332,4	3 665,9	4 134,1	4 484,3	6 370,9	6 316,7
Epargne à régime spécial	47,4	23,9	30,4	30,6	28,2	42,4	33,5
Bon de caisse	44,3	53,6	56,6	177,7	143,0	173,0	147,8
Certificat de dépôt	2,7	4,1	0,0	0,2			0,3
Autres	7,3	25,5	6,2	15,3	1,6	3,7	15,7
Total	2 814,4	3 439,6	3 759,1	4 357,9	4 657,1	6 590,0	6 514,1

Tableau 1.5.3. Par durée	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	850,2	986,2	992,9	1 323,5	1 158,2	1 764,7	1 687,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	784,1	814,4	791,6	1 078,6	1 219,3	1 290,0	1 285,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	266,2	347,6	413,8	444,2	567,2	1 124,6	1 023,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	331,8	372,2	475,3	468,0	474,5	919,3	865,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	127,8	157,6	234,1	225,3	338,2	613,9	525,2
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	318,3	556,5	589,9	639,6	699,8	679,6	836,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	24,0	36,8	51,9	83,4	150,1	117,0	86,2
Non déterminée	111,9	168,1	209,5	95,2	50,0	81,0	204,0
Total	2 814,4	3 439,6	3 759,1	4 357,9	4 657,1	6 590,0	6 514,1

1.6. TAUX CREDITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.6.1. Par catégorie de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	4,99	4,92	4,94	5,09	5,26	5,3	5,2
Particuliers	4,37	4,73	4,77	4,71	4,82	4,5	5,1
Clientèle financière	5,00	5,61	5,69	5,42	5,52	4,8	4,4
Sociétés d'Etat et EPIC	4,89	5,13	5,15	5,16	5,31	5,1	5,5
Assurances-Caisses de retraite	5,49	5,46	5,52	5,48	5,57	5,5	5,7
Entreprises privées du secteur productif	4,83	4,99	5,14	5,19	5,42	5,3	5,6
Entreprises individuelles	4,35	4,61	4,77	5,11	4,99	5,1	5,3
Coopératives et groupements villageois	5,07	5,53	5,44	5,73	5,54	5,5	5,6
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,34	4,91	5,24	5,24	5,45	5,5	5,4
Personnels des banques	5,66	5,41	5,30	5,04	5,51	5,1	5,2
Total	4,80	5,05	5,10	5,14	5,29	5,04	5,25

Tableau 1.6.2. Par objet économique	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	4,81	5,05	5,10	5,12	5,28	5,04	5,26
Epargne à régime spécial	3,54	4,87	5,08	4,75	4,73	4,34	5,76
Bon de caisse	5,37	5,40	5,34	5,74	5,52	5,38	5,12
Certificat de dépôt	4,00	3,47	3,50	4,88			4,96
Autres	4,96	4,15	3,49	4,14	4,82	5,34	4,75
Total	4,80	5,05	5,10	5,14	5,29	5,04	5,25

Tableau 1.6.3. Par durée	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	4,84	4,93	5,00	5,00	5,02	4,56	4,43
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,76	5,04	5,08	5,07	5,17	5,06	5,44
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,75	5,10	4,96	5,12	5,47	5,07	5,55
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,74	4,92	5,09	5,14	5,12	4,98	5,04
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,01	5,21	5,20	5,31	5,75	5,64	5,89
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,76	5,25	5,42	5,47	5,60	5,60	5,91
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,11	5,21	5,42	5,62	5,77	5,68	5,81
Non déterminée	4,84	5,11	4,78	4,79	4,79	5,27	5,75
Total	4,80	5,05	5,10	5,14	5,29	5,04	5,25

2. BENIN

2.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 2.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	0,7	19,8	23,6	11,1	10,5	42,2	57,5
Particuliers	30,8	52,7	35,7	39,0	52,6	48,2	53,5
Clientèle financière	1,3	12,4	8,9	5,0	8,5	3,6	14,6
Sociétés d'Etat et EPIC	21,7	2,7	10,9	17,4	10,1	31,1	100,4
Assurances-Caisses de retraite	2,0	0,2	2,6	0,2	0,0	1,9	5,9
Entreprises privées du secteur productif	145,4	222,5	374,1	351,2	428,4	465,2	670,7
Entreprises individuelles	17,3	21,7	39,3	44,6	58,4	93,9	66,3
Coopératives et groupements villageois	2,0	1,4	1,8	1,5	2,4	1,5	4,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,0	17,8	19,8	6,7	5,2	4,2	2,9
Personnels des banques	1,8	2,1	2,4	2,3	4,0	6,3	4,1
Total	229,1	353,1	519,1	478,9	580,1	698,0	980,5

Tableau 2.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	1,6	0,7	1,2	8,5	5,0	4,1	20,6
Exportation	0,5	0,3	30,7	0,6	0,7	7,7	0,6
Equipement	35,5	34,0	74,6	66,2	115,7	146,0	105,1
Consommation	32,5	71,8	34,8	17,4	25,0	29,6	39,9
Trésorerie	133,8	195,3	312,2	326,1	332,7	417,5	538,1
Autres	25,2	51,0	65,6	60,2	101,0	93,1	276,0
Total	229,1	353,1	519,1	478,9	580,1	698,0	980,5

Tableau 2.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	21,1	19,7	42,0	71,2	64,9	95,2	114,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	67,8	94,7	113,6	114,6	135,0	183,5	212,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	33,4	58,2	122,7	89,7	102,0	152,4	183,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	30,5	41,7	47,1	56,1	74,1	83,9	124,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	16,7	31,6	64,3	56,9	65,2	55,9	87,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	46,4	62,5	92,0	69,5	96,2	87,0	153,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	11,7	43,1	36,4	19,4	36,8	38,8	90,8
Plus de 10 ans	1,5	1,6	1,0	1,4	6,0	1,4	13,5
Total	229,1	353,1	519,1	478,9	580,1	698,0	980,5

2.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	7,00	7,56	8,33	9,64	7,75	7,10	7,05
Particuliers	10,76	11,14	11,01	10,53	10,17	10,09	9,99
Clientèle financière	7,74	11,46	7,82	8,37	5,53	7,71	5,00
Sociétés d'Etat et EPIC	8,22	7,74	8,73	8,22	8,55	8,45	7,52
Assurances-Caisses de retraite	7,78	11,69	10,16	14,00	13,84	9,69	10,76
Entreprises privées du secteur productif	10,80	11,84	11,66	11,70	8,97	8,67	8,87
Entreprises individuelles	12,47	13,17	12,45	12,82	11,17	9,98	10,99
Coopératives et groupements villageois	10,56	10,96	9,82	8,67	8,35	7,18	6,29
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,60	9,41	10,03	8,30	8,54	8,52	7,79
Personnels des banques	2,45	2,54	2,15	1,97	4,43	6,43	3,16
Total	10,52	11,35	11,27	11,40	9,18	8,81	8,74

Tableau 2.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	10,23	10,15	10,14	11,00	9,71	8,98	8,47
Exportation	11,26	12,83	8,24	11,98	10,84	7,79	11,76
Equipement	9,55	10,82	10,27	10,27	9,03	8,72	9,08
Consommation	10,32	10,55	10,39	9,86	9,06	9,52	8,70
Trésorerie	10,92	12,26	12,43	12,31	9,31	8,83	8,78
Autres	10,05	9,36	8,81	8,19	8,92	8,74	8,57
Total	10,52	11,35	11,27	11,40	9,18	8,81	8,74

Tableau 2.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	10,49	11,99	11,28	12,23	8,97	8,58	8,43
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	10,82	11,40	11,33	11,95	8,61	8,53	8,50
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,99	12,64	11,57	12,02	9,25	8,85	8,95
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,79	9,91	10,11	9,55	9,89	9,23	9,17
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,74	11,17	11,96	11,37	9,99	9,13	8,87
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,27	11,17	10,98	10,80	9,64	9,21	8,94
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	10,44	11,11	11,20	10,07	8,29	8,43	8,06
Plus de 10 ans	9,69	8,17	7,85	6,62	3,83	4,62	10,03
Total	10,52	11,35	11,27	11,40	9,18	8,81	8,74

2.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 2.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés		0,1			2,2		
Particuliers	0,3	0,1	0,5	0,2	0,2	0,77	0,19
Clientèle financière	7,2	0,8			0,1	0,05	0,73
Sociétés d'Etat et EPIC	1,4	0,0	4,4	0,1	0,1	0,03	0,01
Assurances-Caisses de retraite		0,1	0,7				
Entreprises privées du secteur productif	32,1	55,8	33,9	32,9	50,9	55,15	215,73
Entreprises individuelles	12,5	16,3	26,2	36,0	23,4	14,04	5,23
Coopératives et groupements villageois							
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)		0,3	0,5	0,1	0,1		0,00
Personnel des banques							
Total	53,45	73,56	66,16	69,39	77,05	70,0	221,9

Tableau 2.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	10,2	8,4	8,0	5,6	8,0	11,04	107,46
30 jours à moins de 60 jours	11,5	30,1	22,1	20,8	24,8	24,81	12,69
60 jours à moins de 90 jours	11,6	26,8	17,7	23,1	30,1	23,18	84,90
90 jours à moins de 120 jours	7,6	6,6	14,0	14,7	6,9	7,96	10,15
120 jours et plus	12,4	1,6	4,5	5,2	7,2	3,05	6,69
Total	53,45	73,56	66,16	69,39	77,05	70,0	221,9

2.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés		11,00			6,91		
Particuliers	10,71	11,05	9,36	8,50	7,54	9,33	7,33
Clientèle financière	11,00	11,00			7,37	9,00	10,97
Sociétés d'Etat et EPIC	8,00	11,47	8,15	12,00	9,00	12,00	12,00
Assurances-Caisses de retraite		11,00	8,13				
Entreprises privées du secteur productif	9,57	9,63	9,48	9,91	7,65	7,44	9,85
Entreprises individuelles	10,22	10,44	10,97	10,52	10,14	9,61	9,88
Coopératives et groupements villageois							
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)		10,67	10,60	9,86	9,50		3,98
Personnel des banques							
Total	9,88	9,83	9,97	10,22	8,39	7,90	9,85

Tableau 2.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	9,59	9,59	9,83	10,20	8,86	8,11	11,71
30 jours à moins de 60 jours	9,50	9,83	9,69	10,15	7,53	8,07	7,94
60 jours à moins de 90 jours	10,03	9,69	10,24	10,19	8,76	8,59	8,43
90 jours à moins de 120 jours	10,21	10,32	10,09	10,36	9,49	5,04	7,20
120 jours et plus	10,11	11,39	10,22	10,33	8,19	8,03	5,61
Total	9,88	9,83	9,97	10,22	8,39	7,90	9,85

2.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 2.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	94,1	40,1	76,6	68,3	96,7	118,34	87,04
Particuliers	59,3	48,6	71,7	52,0	70,9	297,93	215,58
Clientèle financière	75,4	49,2	44,2	22,5	40,8	17,47	43,43
Sociétés d'Etat et EPIC	47,4	69,6	76,2	54,5	85,3	94,56	77,28
Assurances-Caisses de retraite	14,3	21,0	50,5	33,3	28,4	46,85	110,25
Entreprises privées du secteur productif	100,5	59,4	168,5	110,8	142,5	132,36	172,76
Entreprises individuelles	1,2	2,7	9,6	1,8	11,6	13,10	12,91
Coopératives et groupements villageois	4,6	2,4	4,5	5,6	3,1	4,32	4,74
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,1	11,2	28,3	15,6	14,5	14,32	24,11
Personnel des banques	0,1	0,8	0,3	6,8	0,5	1,38	0,37
Total	405,99	305,12	530,43	371,13	494,45	740,6	748,5

Tableau 2.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	0
Dépôt à terme	405,0	302,6	528,6	357,8	491,5	717,0	743,4
Epargne à régime spécial	0,5	0,9	0,7	3,6	0,6	0,4	1,3
Bon de caisse		0,1			1,0	20,5	0,9
Certificat de dépôt	0,1	0,0					
Autres	0,4	1,5	1,2	9,7	1,3	2,7	2,8
Total	405,99	305,12	530,43	371,13	494,45	740,6	748,5

Tableau 2.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	73,7	45,8	99,4	61,5	54,4	44,1	36,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	140,7	72,7	81,4	70,7	89,0	60,9	81,3
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	27,1	51,3	78,5	76,3	97,3	155,8	82,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	73,4	48,5	101,9	55,1	53,4	93,8	94,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	16,0	23,1	59,5	45,6	69,2	216,5	186,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	46,5	35,9	84,8	56,0	123,0	136,8	215,4
sup à 5 et inf à 10 ans			9,0	5,5	7,7	15,1	22,9
Sup à 10 ans ou non déterminée	28,7	27,8	16,0	0,5	0,5	17,4	28,3
Total	405,99	305,12	530,43	371,13	494,45	740,6	748,5

2.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.6.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	5,25	5,75	5,10	5,19	6,27	6,4	6,4
Particuliers	4,04	3,67	3,81	3,94	5,39	5,0	5,6
Clientèle financière	4,84	5,95	5,75	5,82	6,25	6,7	6,6
Sociétés d'Etat et EPIC	5,99	5,79	5,50	5,87	6,63	6,7	6,6
Assurances-Caisses de retraite	5,64	5,38	5,50	5,50	6,40	6,7	6,6
Entreprises privées du secteur productif	4,93	4,37	4,74	4,64	6,08	5,5	5,9
Entreprises individuelles	3,82	4,17	4,91	4,79	6,40	4,2	5,7
Coopératives et groupements villageois	4,98	4,98	5,35	5,56	6,64	6,3	6,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,02	4,22	4,45	4,71	6,18	6,4	5,8
Personnel des banques	4,05	4,53	4,68	5,02	5,32	5,4	4,6
Total	4,99	5,09	4,93	5,00	6,16	5,68	6,07

Tableau 2.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	4,99	5,09	4,92	5,00	6,16	5,72	6,07
Epargne à régime spécial	4,01	4,29	4,04	4,29	3,62	3,66	4,69
Bon de caisse		3,94			6,38	4,27	6,99
Certificat de dépôt	3,86	3,94					
Autres	5,18	5,91	5,60	5,04	5,56	5,67	5,09
Total	4,99	5,09	4,93	5,00	6,16	5,68	6,07

Tableau 2.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	5,10	5,74	5,20	5,69	5,83	5,26	5,54
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,44	5,21	4,93	5,01	5,87	5,84	5,94
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,72	5,05	4,69	4,77	6,11	5,56	6,32
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,09	5,10	4,85	4,70	6,09	5,53	6,16
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,61	4,48	4,38	4,79	6,34	5,63	6,03
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	3,44	4,70	5,22	5,06	6,54	6,10	6,25
sup ou égale à 10 ans			4,77	4,37	5,43	6,03	5,39
Non déterminée	4,62	4,72	5,36	5,98	5,84	5,22	5,53
Total	4,99	5,09	4,93	5,00	6,16	5,68	6,07

3. BURKINA

3.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 3.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés		1,5	16,9	25,4	36,1	21,3	41,8
Particuliers	38,2	48,2	63,8	74,0	82,6	131,7	337,9
Clientèle financière	0,4	2,0	3,8	0,4	0,2	0,1	
Sociétés d'Etat et EPIC	20,2	33,1	41,3	40,4	7,4	36,1	53,2
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	
Entreprises privées du secteur productif	95,0	172,6	204,9	400,5	607,8	570,2	897,4
Entreprises individuelles	23,6	38,9	63,2	98,2	155,7	151,4	185,4
Coopératives et groupements villageois	2,6	2,0	2,8	3,1	0,4	0,9	4,8
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,2	0,6	3,8	6,2	6,4	7,4	10,6
Personnels des banques	4,5	15,8	7,0	8,9	3,7	5,9	20,3
Total	184,7	314,7	407,5	657,1	900,3	924,9	1 551,2

Tableau 3.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	8,4	17,7	8,4	7,2	5,5	11,9	48,7
Exportation	3,5	2,2	8,9	30,8	13,2	7,9	18,4
Equipement	62,0	39,8	32,8	38,2	69,4	69,2	125,6
Consommation	24,3	30,1	48,1	65,0	67,6	99,9	275,4
Trésorerie	66,0	164,6	249,5	374,8	540,2	503,1	778,9
Autres	20,5	60,4	59,9	141,1	204,3	232,9	304,2
Total	184,7	314,7	407,5	657,1	900,3	924,9	1 551,2

Tableau 3.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	15,8	39,8	95,4	169,2	278,7	265,6	466,4
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	40,1	85,7	86,5	104,1	176,2	134,4	189,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,7	26,7	51,6	128,9	122,0	147,1	172,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	19,2	35,0	52,1	51,0	74,3	108,5	168,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	22,1	34,2	30,9	74,3	72,5	68,9	105,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	70,1	66,4	76,5	103,4	126,6	146,3	281,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,4	13,3	9,9	25,3	44,3	49,9	160,4
Plus de 10 ans	6,4	13,6	4,6	0,9	5,7	4,2	6,0
Total	184,7	314,7	407,5	657,1	900,3	924,9	1 551,2

3.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés		8,0	8,2	8,4	8,6	8,29	7,92
Particuliers	11,7	11,5	11,2	10,6	10,5	10,32	8,55
Clientèle financière	8,3	9,3	9,4	7,2	9,1	10,82	
Sociétés d'Etat et EPIC	7,5	6,4	7,3	6,6	5,4	7,33	7,64
Assurances-Caisses de retraite	12,0	9,3	12,5	12,5	10,0	9,76	
Entreprises privées du secteur productif	8,2	8,5	9,4	9,3	9,2	9,16	8,40
Entreprises individuelles	10,6	10,6	10,9	10,8	10,4	10,51	9,42
Coopératives et groupements villageois	12,9	12,8	12,3	8,9	11,9	8,34	8,19
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,7	10,0	8,6	9,1	9,7	9,63	9,57
Personnels des banques	2,2	3,7	3,2	3,1	2,4	3,39	1,74
Total	9,1	8,8	9,6	9,4	9,4	9,42	8,44

Tableau 3.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	10,0	6,3	9,0	9,3	10,2	9,06	6,73
Exportation	9,2	9,0	9,1	8,8	9,2	9,09	7,24
Equipement	8,8	8,1	9,7	9,6	9,9	9,77	8,21
Consommation	11,3	11,5	10,9	9,9	10,1	10,16	8,56
Trésorerie	8,4	8,9	9,3	9,5	9,4	9,35	8,58
Autres	9,1	8,4	9,7	8,8	9,0	9,19	8,41
Total	9,09	8,79	9,55	9,38	9,43	9,42	8,44

Tableau 3.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	8,5	9,7	10,3	9,8	10,0	10,07	8,58
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,6	7,8	8,2	9,1	8,5	8,29	8,56
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	11,2	10,0	8,9	8,9	8,9	8,81	8,93
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	11,3	9,7	10,2	9,7	9,9	9,34	8,76
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	9,3	9,0	10,3	9,1	9,3	9,24	7,62
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,5	9,8	10,1	9,7	9,9	9,75	8,37
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,2	7,1	8,9	8,5	9,2	10,53	7,81
Plus de 10 ans	6,7	3,9	8,4	4,4	10,6	6,71	4,93
Total	9,09	8,79	9,55	9,38	9,43	9,42	8,44

3.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 3.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés				4,1			0,00002
Particuliers	0,8	0,7	1,9	0,3	2,6	5,26	14,00
Clientèle financière	0,2	0,0		0,2			0,94
Sociétés d'Etat et EPIC	0,0		0,4	0,0		1,06	0,35
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,1		0,0	0,0		0,08
Entreprises privées du secteur productif	63,4	80,1	80,9	112,4	188,9	143,62	176,16
Entreprises individuelles	11,2	14,6	13,5	9,7	4,6	5,34	12,18
Coopératives et groupements villageois	0,0	0,0	0,2	0,0		0,15	0,23
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,9	8,2	0,0	0,1	0,0	0,01	0,12
Personnels des banques			0,0				0,28
Total	77,5	103,7	96,8	126,9	196,2	155,4	204,3

Tableau 3.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	12,9	8,9	5,4	12,7	7,8	14,80	20,82
30 jours à moins de 60 jours	22,0	35,0	34,2	44,9	76,0	33,27	54,15
60 jours à moins de 90 jours	25,2	28,4	25,9	35,0	74,9	55,18	39,46
90 jours à moins de 120 jours	7,9	18,3	22,1	14,2	16,8	11,43	23,55
120 jours et plus	9,5	13,1	9,1	20,1	20,7	40,77	66,36
Total	77,5	103,7	96,8	126,9	196,2	155,4	204,3

3.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés				8,8			4,03
Particuliers	10,8	10,9	9,9	11,3	12,9	12,85	8,86
Clientèle financière	13,1	11,8		8,9			9,38
Sociétés d'Etat et EPIC	10,0		8,9	12,5		6,75	1,98
Assurances-Caisses de retraite	10,6	16,7		12,7	14,0		12,03
Entreprises privées du secteur productif	9,9	9,0	8,7	8,7	8,1	8,44	7,26
Entreprises individuelles	11,4	9,7	10,4	10,5	11,8	10,58	9,36
Coopératives et groupements villageois	12,5	7,3	11,4	17,4		7,50	8,36
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,2	10,1	13,6	9,6	8,8	12,50	9,67
Personnels des banques			2,5				
Total	10,09	9,18	8,97	8,82	8,22	8,65	7,49

Tableau 3.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	9,7	9,4	10,1	9,2	9,2	9,37	8,37
30 jours à moins de 60 jours	10,5	9,2	8,4	8,4	7,9	8,69	7,30
60 jours à moins de 90 jours	10,2	9,2	9,5	9,2	8,5	8,92	7,95
90 jours à moins de 120 jours	10,6	8,9	8,7	9,0	8,8	9,16	7,87
120 jours et plus	8,9	9,5	9,6	8,7	7,6	7,86	6,97
Total	10,09	9,18	8,97	8,82	8,22	8,65	7,49

3.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 3.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	84,9	71,0	152,7	100,7	62,1	107,74	136,70
Particuliers	61,9	82,3	89,7	131,8	90,6	672,28	156,53
Clientèle financière	18,5	19,5	34,3	47,4	200,7	474,04	630,69
Sociétés d'Etat et EPIC	48,3	71,8	106,6	49,9	56,6	23,74	66,96
Assurances-Caisses de retraite	16,7	53,6	37,8	61,1	35,5	54,13	119,73
Entreprises privées du secteur productif	89,7	128,5	117,8	239,3	379,1	216,90	178,10
Entreprises individuelles	19,7	14,8	13,4	28,2	13,5	9,72	14,90
Coopératives et groupements villageois	13,7	53,4	22,2	42,8	38,2	52,26	52,48
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	87,9	111,2	73,9	100,8	79,4	96,07	86,09
Personnels des banques	0,1	0,1	0,6	0,7	0,8	0,61	0,50
Total	441,4	606,3	649,0	802,8	956,4	1 707,5	1 442,7

Tableau 3.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	441,0	605,4	648,7	802,8	956,4	1 707,2	1 435,4
Epargne à régime spécial		0,9	0,3			0,2	7,3
Bon de caisse	0,4						
Certificat de dépôt							
Autres						0,1	
Total	441,4	606,3	649,0	802,8	956,4	1 707,5	1 442,7

Tableau 3.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	147,3	205,4	165,3	215,0	204,5	405,6	544,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	121,2	126,2	79,9	168,9	146,3	300,0	132,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	59,0	66,0	41,3	60,7	74,2	285,9	160,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	67,3	85,7	144,6	123,3	72,1	358,3	256,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	31,4	24,3	65,5	62,1	89,6	213,9	138,2
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	15,2	62,0	152,3	172,8	157,1	119,8	184,6
sup ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,0	3,9
Non déterminée	0,0	36,7	0,0	0,0	0,0	0,1	20,9
Total	441,4	606,3	649,0	802,8	743,7	1 707,5	1 442,7

3.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.6.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	5,3	4,7	5,5	5,6	5,6	5,8	4,9
Particuliers	4,2	4,4	4,6	4,4	4,6	3,7	4,9
Clientèle financière	5,6	5,3	5,7	5,8	5,5	4,3	3,7
Sociétés d'Etat et EPIC	5,2	5,3	5,5	5,7	6,2	6,0	6,2
Assurances-Caisses de retraite	5,7	6,1	6,1	6,2	5,9	6,0	6,0
Entreprises privées du secteur productif	5,7	5,7	5,8	5,7	6,0	5,9	6,6
Entreprises individuelles	5,0	4,3	4,3	5,9	4,2	4,2	5,4
Coopératives et groupements villageois	4,8	5,9	6,0	6,2	5,7	6,1	5,8
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,4	5,1	5,5	5,8	5,2	5,7	5,9
Personnels des banques	3,4	3,8	4,2	4,6	4,9	4,8	4,7
Total	5,02	5,26	5,48	5,56	5,62	4,57	4,82

Tableau 3.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	5,0	5,3	5,5	5,6	5,6	4,57	4,78
Epargne à régime spécial		5,8	4,6			3,50	12,55
Bon de caisse	3,6						
Certificat de dépôt							
Autres						3,50	
Total	5,02	5,26	5,48	5,56	5,62	4,57	4,82

Tableau 3.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	5,0	5,2	5,2	5,5	5,2	3,61	3,49
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,6	5,0	4,9	5,0	5,4	4,38	5,59
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,9	5,1	4,8	5,2	5,4	4,01	5,48
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,3	5,2	5,7	5,7	5,5	4,78	4,60
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	6,0	5,6	6,0	6,1	6,4	6,04	6,64
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,8	5,9	5,9	6,0	6,1	6,06	6,41
sup ou égale à 10 ans					6,2	5,77	5,02
Non déterminée		5,1			4,2	3,79	6,05
Total	5,02	5,26	5,48	5,56	5,62	4,57	4,82

4. COTE D'IVOIRE

4.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 4.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	23,6	29,0	41,1	46,4	69,1	87,9	83,1
Particuliers	80,0	84,7	100,3	157,0	125,3	249,9	380,2
Clientèle financière	3,1	1,8	14,7	8,5	7,0	25,1	38,0
Sociétés d'Etat et EPIC	35,8	72,4	72,6	81,0	41,7	66,1	46,2
Assurances-Caisses de retraite	2,4	11,4	1,6	1,2	3,0	2,3	2,2
Entreprises privées du secteur productif	864,2	1 211,8	913,3	884,9	615,3	1 014,2	1 566,6
Entreprises individuelles	387,7	621,0	691,9	748,2	384,1	674,1	600,3
Coopératives et groupements villageois	3,9	1,3	0,8	0,9	2,7	16,4	6,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,3	6,5	16,6	5,4	4,5	3,0	1,7
Personnels des banques	9,8	17,5	6,0	6,8	8,5	19,7	15,7
Total	1 410,8	2 057,3	1 858,9	1 940,2	1 261,29	2 158,6	2 740,5

Tableau 4.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	6,5	6,6	8,1	12,1	6,2	16,4	38,1
Exportation	11,0	4,2	25,4	26,2	28,4	21,1	7,6
Equipement	56,3	105,6	70,9	81,4	78,7	153,9	183,5
Consommation	70,7	100,8	96,0	145,2	109,8	251,8	380,4
Trésorerie	1 095,9	1 671,6	1 551,0	1 573,7	919,3	1 611,0	1 843,0
Autres	170,3	168,5	107,6	101,6	119,0	104,4	287,9
Total	1 410,8	2 057,3	1 858,9	1 940,2	1 261,29	2 158,6	2 740,5

Tableau 4.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	739,1	1 266,0	1 097,1	928,1	385,7	575,3	1 012,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	379,8	395,4	411,9	571,0	415,5	848,8	851,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,8	42,9	35,8	41,1	82,0	197,9	152,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	45,4	36,6	30,4	50,8	42,8	38,5	144,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	42,1	72,7	65,2	71,9	67,8	91,9	87,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	174,9	196,0	197,9	224,4	225,1	282,8	381,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,1	40,3	16,2	36,3	38,2	116,3	101,6
Plus de 10 ans	10,6	7,4	4,6	16,5	4,1	7,1	8,7
Total	1 410,8	2 057,3	1 858,9	1 940,2	1 261,29	2 158,6	2 740,5

4.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	9,77	8,62	9,57	7,39	7,4	7,07	7,73
Particuliers	11,70	13,16	13,11	12,59	12,3	11,73	9,56
Clientèle financière	6,03	7,17	8,27	8,31	7,9	7,83	6,18
Sociétés d'Etat et EPIC	7,75	7,15	8,79	9,31	7,7	7,09	6,56
Assurances-Caisses de retraite	11,86	11,33	11,18	11,18	10,2	10,64	7,64
Entreprises privées du secteur productif	6,63	6,90	7,79	7,83	8,0	7,49	6,45
Entreprises individuelles	6,86	6,78	7,10	6,62	6,6	6,35	6,07
Coopératives et groupements villageois	9,83	12,57	11,04	11,14	8,8	8,73	8,54
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,75	9,95	7,86	9,75	9,7	11,37	8,66
Personnels des banques	3,90	4,07	3,84	3,38	4,1	4,32	5,43
Total	6,90	7,12	7,84	7,72	7,93	7,59	6,84

Tableau 4.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	9,18	9,24	9,59	10,97	11,3	10,21	7,30
Exportation	9,74	10,45	9,57	8,54	7,8	6,82	10,22
Equipement	9,70	8,81	9,77	10,70	9,5	9,32	9,68
Consommation	11,63	11,95	12,77	12,29	12,0	10,94	9,21
Trésorerie	6,27	6,46	7,29	7,09	7,1	6,80	6,04
Autres	9,09	10,36	9,94	8,77	9,1	8,80	6,84
Total	6,90	7,12	7,84	7,73	7,93	7,59	6,84

Tableau 4.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	6,40	6,56	7,31	7,06	7,2	7,23	5,96
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,94	6,59	7,08	6,62	6,6	6,27	5,70
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,81	10,32	9,19	10,07	8,0	7,52	6,98
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,89	10,41	10,29	10,50	9,7	8,22	8,12
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,72	11,40	12,47	12,20	10,4	10,48	10,13
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,90	10,65	10,74	11,39	10,3	10,91	9,98
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	10,67	10,14	8,58	9,43	9,5	8,53	8,27
Plus de 10 ans	6,06	6,67	7,59	6,46	5,9	7,64	8,17
Total	6,90	7,12	7,84	7,72	7,93	7,59	6,84

4.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 4.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	9,0	17,1	36,3	7,2	7,7	18,07	13,46
Particuliers	0,8	9,2	1,4	2,4	0,4	0,36	16,36
Clientèle financière	5,5	6,7	1,8	3,5	0,7	9,16	0,31
Sociétés d'Etat et EPIC	11,9	17,9	35,7	61,3	4,9	9,42	14,66
Assurances-Caisses de retraite	0,2	0,0	0,0	0,8	0,1	0,17	0,16
Entreprises privées du secteur productif	229,6	319,7	282,4	251,2	163,5	309,47	380,06
Entreprises individuelles	59,3	101,6	97,9	101,0	43,9	90,25	69,32
Coopératives et groupements villageois	0,3	1,5	0,9	0,0	0,0	6,74	3,76
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,6	1,9	1,3	0,3	0,0	0,11	0,33
Personnels des banques	0,0	0,0	0,0	0,0		0,08	0,01
Total	317,2	475,7	457,6	427,6	221,2	443,8	498,4

Tableau 4.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	55,0	144,3	123,5	126,8	70,2	143,88	83,78
30 jours à moins de 60 jours	128,6	182,0	170,2	132,6	84,3	158,13	189,67
60 jours à moins de 90 jours	88,8	102,4	106,0	99,9	48,7	111,04	136,04
90 jours à moins de 120 jours	19,5	38,5	40,4	45,6	14,7	20,67	58,30
120 jours et plus	25,4	8,5	17,6	22,7	3,2	10,11	30,65
Total	317,2	475,7	457,6	427,6	221,2	443,8	498,4

4.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	2,87	6,61	8,82	8,73	7,24	7,04	6,16
Particuliers	14,28	12,59	12,88	10,59	8,14	7,52	9,29
Clientèle financière	10,98	9,30	2,30	4,79		7,45	13,32
Sociétés d'Etat et EPIC	7,87	9,43	9,97	8,23	10,95	7,76	8,03
Assurances-Caisses de retraite	12,59	14,75	14,00	8,42	15,25	5,24	11,27
Entreprises privées du secteur productif	11,07	10,85	11,09	10,80	9,89	9,82	10,02
Entreprises individuelles	11,46	10,92	10,56	10,12	9,50	9,12	9,67
Coopératives et groupements villageois	13,50	12,93	12,44	11,87	12,00	9,66	9,68
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,21	8,75	12,50	11,01	2,64	11,58	13,10
Personnels des banques	-	-	-	-		8,78	9,00
Total	10,79	10,55	10,74	10,13	9,71	9,46	9,78

Tableau 4.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	10,64	10,00	10,59	9,26	8,65	7,98	9,51
30 jours à moins de 60 jours	10,57	10,46	10,33	10,54	9,79	9,92	9,56
60 jours à moins de 90 jours	11,54	11,65	11,22	11,46	10,81	10,34	10,59
90 jours à moins de 120 jours	12,44	11,28	11,39	11,09	10,54	11,60	9,82
120 jours et plus	10,28	10,91	11,02	8,77	9,94	9,37	8,29
Total	10,78	10,55	10,74	10,15	9,71	9,46	9,78

4.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 4.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	36,9	62,2	116,7	81,5	25,2	26,02	64,79
Particuliers	225,7	341,0	306,2	341,6	274,3	395,45	353,78
Clientèle financière	68,8	161,5	72,7	146,9	72,9	20,18	21,11
Sociétés d'Etat et EPIC	59,7	75,9	88,2	230,8	210,9	422,90	328,04
Assurances-Caisses de retraite	69,5	67,0	93,6	129,1	103,3	119,87	106,34
Entreprises privées du secteur productif	266,2	426,6	360,0	393,8	315,7	522,40	488,45
Entreprises individuelles	90,9	120,0	131,5	197,8	121,0	144,61	70,68
Coopératives et groupements villageois	13,9	21,2	8,1	8,8	11,3	13,51	7,24
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	27,1	18,3	50,5	24,8	117,6	93,03	44,86
Personnels des banques	4,8	6,5	4,6	7,9	5,8	8,44	6,10
Total	863,4	1300,1	1231,9	1563,1	1258,1	1 766,4	1 491,4

Tableau 4.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	779,4	1233,0	1179,6	1392,5	1147,7	1 649,5	1 436,6
Epargne à régime spécial	41,4	5,6	6,5	10,0	4,1	6,4	8,6
Bon de caisse	39,6	41,0	43,8	154,9	106,0	110,5	43,0
Certificat de dépôt	0,0	2,2	0,0	0,1			
Autres	3,0	18,4	2,1	5,6	0,3	0,0	3,2
Total	863,4	1300,1	1231,9	1563,1	1258,1	1 766,4	1 491,4

Tableau 4.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	251,6	390,6	333,7	516,5	363,9	678,5	426,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	220,1	301,2	286,4	399,1	354,8	414,1	432,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	81,5	135,8	103,1	138,7	103,5	226,8	154,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	103,2	127,0	110,2	141,2	109,4	179,3	158,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	47,6	69,2	57,7	63,8	70,2	103,9	95,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	99,5	215,7	159,4	219,9	161,7	125,4	113,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	83,4	25,3	
Non déterminée	59,8	60,5	181,4	83,8	11,1	13,2	110,3
Total	863,4	1300,1	1231,9	1563,1	1258,1	1 766,4	1 491,4

4.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.6.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	5,57	4,68	4,54	4,71	4,09	4,4	5,0
Particuliers	4,91	5,16	5,47	5,36	5,52	5,6	5,4
Clientèle financière	4,89	5,74	5,85	5,47	5,12	5,6	5,1
Sociétés d'Etat et EPIC	3,94	4,89	4,74	4,92	4,73	4,7	4,9
Assurances-Caisses de retraite	5,94	5,74	6,06	6,29	5,58	5,7	5,5
Entreprises privées du secteur productif	4,80	5,22	5,06	5,07	5,32	5,4	5,3
Entreprises individuelles	4,36	4,81	4,87	5,16	5,28	5,1	4,5
Coopératives et groupements villageois	5,83	4,91	4,34	4,59	5,45	4,9	5,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,55	5,64	5,53	4,92	5,92	5,7	5,4
Personnels des banques	5,77	6,21	5,94	5,89	6,28	5,9	6,4
Total	4,87	5,27	5,22	5,22	5,31	5,25	5,21

Tableau 4.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	4,91	5,28	5,22	5,16	5,27	5,23	5,24
Epargne à régime spécial	3,35	3,42	3,37	4,30	3,48	3,48	3,54
Bon de caisse	5,58	5,41	5,69	5,90	5,76	5,69	4,86
Certificat de dépôt	-	2,32	3,50	7,62	-	-	-
Autres	5,21	3,69	1,28	1,91	1,14	3,75	3,53
Total	4,87	5,27	5,22	5,22	5,31	5,25	5,21

Tableau 4.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	4,93	4,92	5,46	5,24	5,28	5,01	4,92
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,12	5,59	5,51	5,18	5,34	5,43	5,49
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,09	6,45	5,09	5,28	5,65	5,80	5,33
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,34	4,94	4,88	5,09	5,08	4,91	4,85
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,40	5,12	5,05	5,14	5,25	5,17	4,98
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,92	4,99	4,69	5,43	5,11	5,46	5,30
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	-	-	5,64	5,31	-
Non déterminée	4,74	5,16	4,87	5,04	4,78	5,78	5,74
Total	4,87	5,27	5,22	5,22	5,31	5,25	5,21

5. GUINEE – BISSAU

5.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 5.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	0,0	1,0	0,0	0,0	3,8	3,9	2,1
Particuliers	1,3	2,1	2,6	3,6	7,9	7,8	8,1
Clientèle financière	0,0	0,5	0,0	0,0			
Sociétés d'Etat et EPIC	0,0	0,5	0,1	0,0	2,5	0,1	1,0
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,0	0,0	0,0		0,3	2,0
Entreprises privées du secteur productif	1,7	2,3	2,7	2,9	16,8	14,7	10,3
Entreprises individuelles	0,6	1,7	0,6	2,6	2,8	10,6	20,0
Coopératives et groupements villageois	0,2	0,2	0,0	0,0			
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,1
Personnels des banques	0,4	0,4	0,4	0,8	0,2	1,1	0,9
Total	4,3	8,7	6,4	10,0	34,4	38,9	44,6

Tableau 5.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	0,6	0,6	1,0	1,1	1,2	2,9	4,6
Exportation	0,0	0,1	0,3	1,8	0,0	1,9	0,1
Equipement	0,5	1,3	0,9	1,9	3,8	1,6	2,3
Consommation	0,6	0,6	1,1	1,5	3,1	6,5	8,8
Trésorerie	0,8	3,4	1,0	2,1	14,7	19,2	26,8
Autres	1,8	2,7	2,0	1,6	11,5	6,8	2,1
Total	4,3	8,7	6,4	10,0	34,4	38,9	44,6

Tableau 5.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	1,7	1,6	1,5	2,8	13,7	10,8	4,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	0,3	1,4	0,5	0,4	5,7	3,1	4,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	0,1	0,2	0,4	0,3	3,5	3,1	12,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,3	0,6	0,3	0,8	2,5	3,9	2,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,8	1,6	0,9	1,4	4,1	3,2	2,2
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	1,1	3,1	1,7	4,0	4,2	7,4	10,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	1,0	0,3	0,6	6,9	8,2
Plus de 10 ans	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4
Total	4,3	8,7	6,4	10,0	34,4	38,9	44,6

5.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	-	10,00	-	-	9,82	9,65	9,30
Particuliers	10,70	11,36	11,41	11,65	11,81	12,22	10,05
Clientèle financière	-	6,25	12,00	-			
Sociétés d'Etat et EPIC	12,00	6,15	12,00	-	9,00	12,62	7,51
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-		9,97	9,52
Entreprises privées du secteur productif	12,75	12,62	12,18	11,90	10,08	8,21	9,81
Entreprises individuelles	13,16	12,83	13,58	12,32	11,26	8,61	9,03
Coopératives et groupements villageois	13,50	12,80	-	-			
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,20	12,00	11,00	14,00	5,85	5,51	5,57
Personnels des banques	4,80	2,74	2,83	4,11	2,55	4,23	4,98
Total	10,87	10,76	10,87	10,62	10,38	9,15	9,30

Tableau 5.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	10,45	9,61	9,64	9,38	10,20	8,75	9,18
Exportation	-	13,42	10,67	12,01	12,46	11,81	6,00
Equipement	11,75	10,77	11,80	10,89	10,26	7,76	9,72
Consommation	10,45	9,02	9,66	9,08	11,73	12,32	9,75
Trésorerie	12,51	12,75	12,56	11,24	10,57	7,74	9,06
Autres	10,62	10,07	11,79	11,88	9,83	9,85	10,45
Total	10,87	10,76	10,87	10,62	10,38	9,15	9,30

Tableau 5.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	13,35	12,94	12,74	12,55	11,27	11,57	9,68
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	12,24	12,65	11,56	7,71	8,80	1,42	9,90
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	11,50	12,26	10,68	8,91	10,94	10,03	9,85
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	11,66	10,91	10,95	11,00	9,72	9,84	9,36
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,22	10,87	11,49	12,13	9,99	9,45	9,09
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,49	9,23	10,26	10,03	10,21	7,90	8,97
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	8,31	4,47	8,63	9,55	8,71
Plus de 10 ans	-	12,00	-	-	3,00	5,50	3,10
Total	10,87	10,76	10,87	10,62	10,38	9,15	9,30

5.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 5.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	-	-	-	0,11	0,32
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-	-	0,00	0,01
Entreprises privées du secteur productif	-	-	-	-	-	0,74	2,21
Entreprises individuelles	-	-	-	-	-	1,04	3,12
Coopératives et groupements villageois	-	-	-	-	-	-	-
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	-	-	-	-	-	-
Personnel de banque	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	1,9	5,7

Tableau 5.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	-	-	-	-	-	0,00	0,01
30 jours à moins de 60 jours	-	-	-	-	-	0,84	2,51
60 jours à moins de 90 jours	-	-	-	-	-	0,40	1,19
90 jours à moins de 120 jours	-	-	-	-	-	0,42	1,26
120 jours et plus	-	-	-	-	-	0,23	0,68
Total	-	-	-	-	-	1,9	5,7

5.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	-	-	-	-	10,00
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-	-	-	14,00
Entreprises privées du secteur productif	-	-	-	-	-	-	11,57
Entreprises individuelles	-	-	-	-	-	-	9,00
Coopératives et groupements villageois	-	-	-	-	-	-	-
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	-	-	-	-	-	-
Personnel de banque	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	10,07

Tableau 5.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	-	-	-	-	-	-	14,00
30 jours à moins de 60 jours	-	-	-	-	-	-	9,29
60 jours à moins de 90 jours	-	-	-	-	-	-	9,65
90 jours à moins de 120 jours	-	-	-	-	-	-	12,46
120 jours et plus	-	-	-	-	-	-	9,16
Total	-	-	-	-	-	-	10,07

5.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 5.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	1,20	0,24
Particuliers	0,7	0,0	0,0	0,3	4,0	33,11	13,28
Clientèle financière	0,8	3,7	3,8	3,1	-	-	27,55
Sociétés d'Etat et EPIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-	-
Assurances-Caisses de retraite	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	1,28	4,27
Entreprises privées du secteur productif	0,0	7,6	14,6	10,6	5,6	31,53	14,36
Entreprises individuelles	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Coopératives et groupements villageois	0,0	0,1	0,0	0,0	-	0,06	0,02
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,0	0,9	0,2	0,1	4,0	0,18	0,06
Personnels des banques	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Total	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	67,4	59,8

Tableau 5.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	67,4	59,8
Epargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Bon de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Total	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	67,4	59,8

Tableau 5.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	0,1	2,4	11,3	8,4	3,7	27,4	35,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	0,6	2,7	2,4	1,1	1,1	27,1	11,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	0,8	3,2	1,2	2,3	1,8	4,7	1,5
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,1	2,5	0,7	0,8	7,0	3,1	5,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,0	0,0	0,6	0,7	0,2	2,7	2,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	0,0	1,0	2,5	1,3	0,1	2,3	2,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,1	0,0	-	0,0	0,7
Non déterminée	0,0	0,7	0,0	0,0	-	-	0,2
Total	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	67,4	59,8

5.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.6.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	-	-	2,75	3,53	3,50	3,5	2,5
Particuliers	2,16	2,40	2,30	2,67	3,41	4,4	4,7
Clientèle financière	3,06	2,26	2,50	3,20	-	-	4,7
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	-	-	3,00	-	-
Assurances-Caisses de retraite	2,88	1,77	3,00	4,75	4,67	3,4	5,0
Entreprises privées du secteur productif	1,50	4,25	4,19	4,06	3,79	5,0	4,8
Entreprises individuelles	3,00	-	1,50	1,50	-	-	-
Coopératives et groupements villageois	-	1,73	3,00	-	-	3,4	3,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	3,25	2,90	3,41	5,73	2,5	2,9
Personnel de banque	-	-	-	-	-	-	-
Total	2,01	3,22	3,76	3,71	4,23	4,63	4,71

Tableau 5.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	2,01	3,22	3,76	3,71	4,62	4,63	4,71
Epargne à régime spécial	-	-	-	-	3,58	-	-
Bon de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	4,91	-	-
Total	2,01	3,22	3,76	3,71	4,23	4,63	4,71

Tableau 5.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	2,27	2,90	4,00	4,15	3,86	4,51	4,75
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1,94	2,16	2,29	3,31	2,99	4,89	4,70
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	2,20	2,43	2,14	2,87	3,49	5,08	3,69
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	3,10	2,16	3,12	3,61	4,85	4,25	4,53
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	-	5,25	3,10	3,00	3,13	4,50	4,56
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	-	-	5,00	3,96	4,80	2,67	5,31
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	2,01	-	-	3,50	5,00
Non déterminée	-	5,00	-	-	-	-	4,25
Total	2,01	3,22	3,76	3,71	4,23	4,63	4,71

6. MALI**6.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 6.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	14,5	0,2	34,2	2,1	4,6	13,6	4,1
Particuliers	53,0	62,3	66,2	106,3	115,7	135,5	116,2
Clientèle financière	6,2	10,3	8,6	3,6	9,4	6,2	3,8
Sociétés d'Etat et EPIC	16,7	18,4	19,8	20,0	45,9	50,5	5,5
Assurances-Caisses de retraite	0,1	0,0	1,0	0,4	0,1	2,7	2,3
Entreprises privées du secteur productif	221,0	218,6	279,7	318,3	571,7	413,7	630,5
Entreprises individuelles	27,1	26,7	23,9	66,2	90,5	69,8	62,8
Coopératives et groupements villageois	34,6	15,4	8,3	7,7	16,3	5,4	8,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,5	0,3	11,1	1,6	34,3	19,4	46,0
Personnels des banques	1,9	3,5	3,5	3,9	13,3	9,6	3,9
Total	376,7	355,8	456,4	530,1	901,7	726,4	883,3

Tableau 6.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	6,5	6,0	3,1	3,3	6,7	5,8	6,1
Exportation	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1
Equipement	17,3	16,1	34,1	59,7	85,7	90,5	79,1
Consommation	37,2	74,1	40,8	71,6	96,0	108,0	90,3
Trésorerie	261,6	223,2	346,5	379,1	700,1	466,0	545,7
Autres	53,9	36,2	31,8	16,4	13,2	55,9	162,1
Total	376,7	355,8	456,4	530,1	901,7	726,4	883,3

Tableau 6.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	32,1	24,0	38,3	30,6	48,8	32,3	48,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	114,5	71,5	72,3	90,4	146,9	86,1	98,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	65,8	96,1	143,9	179,8	351,5	257,1	291,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	65,9	55,2	75,3	82,5	132,6	154,7	194,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	27,9	40,3	32,3	30,3	39,0	44,7	78,5
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	54,5	59,8	82,7	83,3	130,8	114,9	114,6
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	13,0	7,2	8,6	29,8	41,1	32,3	53,0
Plus de 10 ans	3,2	1,7	3,0	3,4	10,9	4,3	4,7
Total	376,7	355,8	456,4	530,1	901,7	726,4	883,3

6.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	8,29	9,83	8,22	11,81	7,71	6,94	11,91
Particuliers	12,03	11,57	11,18	10,60	10,50	10,17	10,32
Clientèle financière	8,06	9,03	9,46	8,59	7,57	8,55	8,24
Sociétés d'Etat et EPIC	8,77	8,74	8,48	9,09	6,91	6,90	6,08
Assurances-Caisses de retraite	11,75	14,50	12,00	10,33	12,06	8,15	9,23
Entreprises privées du secteur productif	9,70	9,44	9,53	9,14	8,99	8,80	8,44
Entreprises individuelles	11,34	10,87	11,43	11,47	11,28	11,22	11,09
Coopératives et groupements villageois	10,73	10,15	9,44	10,79	5,61	10,28	8,45
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,66	5,19	9,09	11,14	8,31	8,61	8,22
Personnels des banques	2,68	2,90	2,36	1,99	6,58	5,41	1,68
Total	9,98	9,75	9,65	9,35	9,17	9,07	8,84

Tableau 6.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	9,28	8,83	9,63	8,10	8,73	8,13	8,75
Exportation	11,61	10,19	6,00	-	10,00	14,81	11,99
Equipement	10,28	10,03	10,14	9,87	9,76	9,17	9,31
Consommation	12,34	11,24	11,32	11,04	10,43	10,53	10,62
Trésorerie	9,83	9,25	9,38	8,96	8,97	8,82	8,64
Autres	9,77	10,63	10,51	8,08	6,69	8,33	8,28
Total	9,98	9,75	9,66	9,35	9,17	9,07	8,84

Tableau 6.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	10,14	10,73	9,38	6,73	6,96	8,35	6,70
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,81	9,48	9,74	9,17	8,71	8,76	8,64
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,16	9,78	10,03	9,42	9,09	8,88	8,85
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,37	9,56	10,07	10,26	9,90	9,35	8,77
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,59	11,09	11,14	10,78	10,70	10,07	8,83
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,87	10,05	9,74	10,40	9,86	9,58	10,41
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,82	8,52	7,90	8,75	8,49	8,09	8,08
Plus de 10 ans	7,05	6,84	7,22	5,62	7,56	6,12	7,21
Total	9,98	9,75	9,65	9,35	9,17	9,07	8,84

6.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 6.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	2,5	0,0	0,1	0,0			
Particuliers	1,4	3,5	2,3	1,5	1,3	1,45	0,75
Clientèle financière	2,4	2,7	2,8	6,7	2,6	7,40	3,61
Sociétés d'Etat et EPIC	10,9	2,8	0,2	2,7	1,8	1,15	0,50
Assurances-Caisses de retraite	0,4	1,2	0,2	0,0	0,0	0,01	
Entreprises privées du secteur productif	145,9	128,8	117,7	103,5	163,7	162,23	256,79
Entreprises individuelles	14,5	12,1	12,3	11,7	17,1	22,50	335,11
Coopératives et groupements villageois	0,0	0,0	0,0	0,0		0,01	
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0		3,54
Personnel des banques	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2		
Total	178,1	152,0	135,5	126,4	186,8	194,8	600,3

Tableau 6.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	0	2013
Moins de 30 jours	26,2	32,1	10,0	8,8	16,7	19,58	31,80
30 jours à moins de 60 jours	30,6	17,7	24,2	24,2	30,6	26,28	25,54
60 jours à moins de 90 jours	48,0	48,2	30,1	23,9	33,7	38,77	32,77
90 jours à moins de 120 jours	19,9	22,2	19,7	25,4	39,1	33,22	34,39
120 jours et plus	53,3	31,8	51,5	44,0	66,6	76,90	475,81
Total	178,1	152,0	135,5	126,4	186,8	194,8	600,3

6.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	7,00	-	7,00	10,30			
Particuliers	10,73	7,77	10,31	10,84	10,76	10,68	11,54
Clientèle financière	3,26	5,17	6,93	4,91	8,39	8,46	8,53
Sociétés d'Etat et EPIC	7,91	7,26	8,75	7,00	7,19	9,04	7,52
Assurances-Caisses de retraite	9,34	10,13	11,45	8,32	12,00	12,00	
Entreprises privées du secteur productif	8,15	14,18	7,83	7,73	7,77	7,94	7,97
Entreprises individuelles	8,93	8,33	8,41	8,64	8,06	8,15	7,41
Coopératives et groupements villageois	12,50	-	-	-		8,00	
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	12,88	7,37	-	-	15,00		7,00
Personnel des banques	-	-	-	-	7,00		
Total	8,08	13,39	7,86	7,70	7,82	8,01	7,66

Tableau 6.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	7,68	7,03	7,58	7,50	7,46	7,48	6,25
30 jours à moins de 60 jours	8,51	8,22	7,84	7,54	7,80	7,85	7,32
60 jours à moins de 90 jours	8,16	8,72	7,90	8,16	7,66	8,02	7,44
90 jours à moins de 120 jours	8,15	9,04	8,23	7,88	7,89	8,07	7,67
120 jours et plus	7,70	9,48	7,84	7,41	7,96	8,17	7,78
Total	8,08	14,97	7,91	7,62	7,82	8,01	7,66

6.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 6.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	15,9	17,6	36,8	33,4	33,8	39,70	42,93
Particuliers	40,2	43,1	65,3	57,6	107,6	76,01	51,66
Clientèle financière	11,1	5,0	1,7	0,4	4,5	7,24	3,28
Sociétés d'Etat et EPIC	32,4	36,7	17,2	11,2	20,5	42,01	14,68
Assurances-Caisses de retraite	10,7	10,3	15,5	1,2	9,3	19,90	28,72
Entreprises privées du secteur productif	69,7	58,4	68,2	122,0	111,7	106,30	71,49
Entreprises individuelles	1,4	1,4	1,5	3,5	3,4	10,48	12,21
Coopératives et groupements villageois	0,1	0,3	0,4	1,0	0,8	0,46	0,16
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,1	5,5	16,6	13,5	17,0	9,45	27,12
Personnel des banques	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,01	0,18
Total	187,8	178,4	223,1	243,8	308,5	311,6	252,4

Tableau 6.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	0
Dépôt à terme	186,8	178,4	222,7	241,2	303,4	309,4	243,6
Epargne à régime spécial	0,1	0,0	0,4	2,6	5,0	2,2	8,9
Bon de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1		
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0			
Autres	0,9	0,0	0,0	0,0			
Total	187,8	178,4	223,1	243,8	308,5	311,6	252,4

Tableau 6.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	24,1	13,5	15,3	19,7	14,4	23,6	14,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	65,3	42,0	82,6	90,0	68,6	57,5	78,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	30,4	17,3	27,4	30,0	39,3	66,7	41,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	30,7	16,4	29,7	23,8	44,6	56,4	55,0
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,8	4,7	11,5	8,9	36,3	28,0	22,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	14,4	53,8	42,0	30,0	78,6	66,5	31,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	9,6	41,4	11,8	10,8	4,0
Non déterminée	14,1	30,6	5,2	0,0	14,9	2,0	5,1
Total	187,8	178,4	223,2	243,8	308,5	311,6	252,4

6.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.6.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	4,67	5,09	5,10	4,79	4,90	4,8	4,7
Particuliers	4,30	4,30	4,20	4,15	4,42	4,5	4,6
Clientèle financière	3,79	4,67	4,29	3,39	3,79	4,3	4,4
Sociétés d'Etat et EPIC	5,43	5,35	5,01	5,43	4,78	4,6	4,5
Assurances-Caisses de retraite	5,27	5,25	5,39	5,01	5,02	5,0	5,2
Entreprises privées du secteur productif	4,86	5,10	5,13	5,16	5,36	5,0	5,3
Entreprises individuelles	4,16	3,98	3,97	3,78	4,46	4,2	5,2
Coopératives et groupements villageois	4,17	3,86	3,90	4,42	4,23	3,4	3,8
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,33	4,44	4,67	4,54	5,34	4,6	4,7
Personnel des banques	4,85	-	3,15	6,00	5,70	4,6	6,0
Total	4,80	5,00	4,84	4,86	4,90	4,74	4,91

Tableau 6.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	4,81	5,00	4,84	4,86	4,89	4,74	4,91
Epargne à régime spécial	4,34	-	4,96	4,65	5,57	4,82	4,80
Bon de caisse	-	-	-	-	4,75	-	-
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1,91	-	-	-	-	-	-
Total	4,80	5,00	4,84	4,86	4,90	4,74	4,91

Tableau 6.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	4,79	4,61	4,61	3,76	4,94	4,09	5,00
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,63	5,15	5,15	5,42	5,29	4,79	4,94
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,31	4,18	4,34	4,13	4,97	4,78	4,65
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,21	3,97	4,46	4,46	4,59	4,56	4,89
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,23	3,98	4,33	3,76	4,69	4,58	5,16
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,92	5,29	4,67	5,13	4,83	5,14	5,07
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	4,69	5,12	5,31	5,50	4,30
Non déterminée	4,77	4,69	4,21	-	4,34	0,06	4,64
Total	4,80	5,00	4,84	4,86	4,90	4,74	4,91

7. NIGER

7.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 7.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	1,0	0,9	1,2	3,4	3,7	4,6	3,1
Particuliers	33,6	41,3	44,3	76,8	91,4	112,0	119,8
Clientèle financière	0,0	0,4	0,7	1,5	1,0	1,8	1,4
Sociétés d'Etat et EPIC	5,5	11,2	6,0	6,5	3,1	8,2	3,1
Assurances-Caisses de retraite	0,1	0,2	0,1	0,0	0,2	1,5	6,6
Entreprises privées du secteur productif	42,9	68,5	60,1	67,1	87,1	161,6	113,7
Entreprises individuelles	50,9	70,2	86,3	74,6	72,0	96,8	105,6
Coopératives et groupements villageois	3,4	2,0	5,0	3,1	3,2	5,0	1,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,5	0,5	1,7	2,1	2,8	1,4	4,9
Personnels des banques	1,8	2,3	2,4	1,2	2,6	2,0	3,2
Total	139,7	197,5	207,7	236,3	267,0	394,9	363,1

Tableau 7.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	14,3	9,8	7,3	9,4	10,2	19,6	14,3
Exportation	0,0	0,0	0,0	2,1	6,9	0,0	0,0
Equipement	12,7	14,1	18,2	10,5	8,3	10,5	38,8
Consommation	18,3	32,9	35,0	68,4	76,1	86,4	85,4
Trésorerie	74,3	116,3	132,4	123,5	146,4	248,8	167,4
Autres	20,1	24,4	14,8	22,5	19,1	29,6	57,2
Total	139,7	197,5	207,7	236,3	267,0	394,9	363,1

Tableau 7.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	37,5	57,8	67,6	66,1	58,6	73,9	66,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	17,9	21,4	34,2	19,2	33,9	69,8	48,7
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	11,9	12,2	21,2	18,3	28,7	71,0	55,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	16,5	21,2	22,8	32,8	48,5	74,8	47,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	20,0	20,5	13,4	29,9	19,8	20,3	26,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	29,1	35,1	39,8	55,8	61,4	47,5	73,6
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	6,7	25,2	7,0	13,3	15,7	30,4	39,8
Plus de 10 ans	0,2	4,2	1,6	0,8	0,5	7,1	4,8
Total	139,7	197,5	207,7	236,3	267,0	394,9	363,1

7.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	5,47	11,25	12,56	11,38	8,75	8,97	6,86
Particuliers	13,27	12,36	12,72	12,00	11,52	9,83	10,16
Clientèle financière	8,50	11,79	12,58	14,24	12,52	11,88	11,71
Sociétés d'Etat et EPIC	8,81	9,27	10,62	10,48	8,31	7,78	11,51
Assurances-Caisses de retraite	6,33	12,25	12,94	13,33	12,11	12,80	12,19
Entreprises privées du secteur productif	10,90	9,76	10,16	10,54	10,58	10,92	9,47
Entreprises individuelles	12,65	13,03	12,72	12,11	11,80	11,48	11,31
Coopératives et groupements villageois	11,61	11,26	10,54	10,55	10,81	9,52	11,19
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8,51	10,23	11,45	10,67	10,35	10,37	7,64
Personnels des banques	3,36	3,58	3,17	2,98	2,67	3,81	2,92
Total	11,63	11,30	11,66	11,18	11,11	10,62	10,21

Tableau 7.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	11,57	9,43	10,70	10,42	10,15	9,40	9,10
Exportation	-	17,00	-	-	9,63	12,62	12,01
Equipement	11,52	10,87	11,34	11,53	11,80	10,71	8,96
Consommation	12,99	12,44	12,49	11,99	11,55	9,55	10,54
Trésorerie	12,06	11,42	11,77	11,35	11,02	11,08	10,59
Autres	11,16	12,12	12,19	11,20	10,82	10,62	9,75
Total	11,63	11,30	11,66	11,18	11,11	10,62	10,21

Tableau 7.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	12,64	11,47	12,04	11,80	11,77	11,99	11,87
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	11,67	11,72	11,37	11,73	9,51	10,66	10,67
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	12,62	13,40	11,90	12,18	10,56	9,62	9,70
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	11,71	12,50	12,23	11,39	11,22	10,10	9,70
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,61	11,14	12,54	11,67	11,78	11,83	10,60
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,84	12,12	11,99	11,60	11,56	11,08	10,03
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	10,65	8,93	9,49	9,32	10,31	9,84	8,52
Plus de 10 ans	1,80	5,46	5,77	7,77	6,93	7,94	8,17
Total	11,63	11,30	11,66	11,18	11,11	10,62	10,21

7.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 7.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	3,03	2,17	6,36	1,43	0,82	0,06	0,11
Particuliers	0,34	0,63	1,34	0,37	0,84	0,47	0,28
Clientèle financière	0,48	0,00	1,54	0,42	0,33	0,02	
Sociétés d'Etat et EPIC	23,22	52,27	24,12	58,84	59,15	13,50	3,07
Assurances-Caisses de retraite	0,12	0,10	0,00	0,00	0,01		0,16
Entreprises privées du secteur productif	44,49	26,89	47,86	12,24	22,21	27,28	11,99
Entreprises individuelles	16,55	20,88	19,53	20,45	31,08	35,17	18,42
Coopératives et groupements villageois	0,02	0,00	0,00	0,01			0,04
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,02	0,09	1,01	0,27	0,28	1,37	0,20
Personnel de banques	0,00	0,00	0,00	0,00			
Total	88,27	103,03	101,75	94,02	114,71	77,9	34,3

Tableau 7.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	0	2013
Moins de 30 jours	27,54	12,54	17,52	31,55	50,93	9,31	4,43
30 jours à moins de 60 jours	43,40	64,13	54,22	37,70	27,41	33,80	7,23
60 jours à moins de 90 jours	11,12	18,44	19,42	19,39	20,22	17,62	9,42
90 jours à moins de 120 jours	3,83	4,76	8,41	4,13	12,84	13,09	8,73
120 jours et plus	2,37	3,16	2,18	1,26	3,32	4,06	4,46
Total	88,27	103,03	101,75	94,02	114,71	77,9	34,3

7.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	7,97	11,97	8,50	7,30	9,96	13,00	10,00
Particuliers	12,85	13,70	12,72	12,67	12,00	10,31	11,99
Clientèle financière	11,25	-	9,59	7,00	9,00	14,00	
Sociétés d'Etat et EPIC	7,64	7,35	7,17	7,11	7,10	7,38	8,86
Assurances-Caisses de retraite	10,67	10,08	-	-	13,00		9,12
Entreprises privées du secteur productif	8,64	9,83	8,72	10,80	8,37	9,01	8,86
Entreprises individuelles	11,85	11,49	11,77	10,55	8,83	10,18	9,37
Coopératives et groupements villageois	11,75	-	-	-			9,00
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,38	11,63	9,50	11,45	7,78	10,19	10,00
Personnel de banques	-	-	-	-			
Total	8,77	8,81	8,76	8,31	7,88	9,29	9,17

Tableau 7.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	8,30	9,48	8,22	8,42	7,25	9,04	9,23
30 jours à moins de 60 jours	8,41	8,06	8,30	8,05	8,29	9,40	10,36
60 jours à moins de 90 jours	11,35	11,24	10,67	9,68	8,58	9,02	9,38
90 jours à moins de 120 jours	11,31	11,95	10,54	9,85	8,71	9,59	8,15
120 jours et plus	10,41	10,49	10,56	10,06	6,65	9,07	8,76
Total	8,78	8,81	8,83	8,31	7,88	9,29	9,17

7.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 7.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	1,2	8,0	11,1	12,8	28,2	31,02	42,05
Particuliers	8,2	6,9	10,7	9,4	25,1	10,95	18,81
Clientèle financière	2,2	2,2	1,4	4,1	11,9	15,67	18,63
Sociétés d'Etat et EPIC	12,5	23,4	17,3	6,5	6,0	17,05	7,35
Assurances-Caisses de retraite	3,3	5,8	2,8	5,9	5,0	27,22	20,03
Entreprises privées du secteur productif	11,8	5,8	19,7	27,8	18,7	36,45	19,01
Entreprises individuelles	0,4	1,2	1,2	6,6	2,6	3,28	4,71
Coopératives et groupements villageois	0,8	1,6	1,5	0,7	0,4	0,69	0,59
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,8	4,6	0,9	10,0	10,2	15,06	3,78
Personnel de banques	0,0	0,0	0,0	0,0		0,13	
Total	44,2	59,5	66,6	83,8	108,0	157,5	135,0

Tableau 7.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	0
Dépôt à terme	44,2	59,3	65,0	83,8	108,0	157,5	134,7
Epargne à régime spécial	0,0	0,0	1,5	0,0		0,0	0,0
Bon de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0			0,1
Autres	0,0	0,2	0,0	0,0			0,0
Total	44,2	59,5	66,6	83,8	108,0	157,5	135,0

Tableau 7.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	7,6	2,4	8,4	12,3	14,1	35,5	21,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,4	3,7	13,9	15,4	19,5	37,5	33,3
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,1	11,1	18,6	16,4	17,4	22,7	9,4
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,4	31,4	16,5	27,2	24,6	27,3	27,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	2,7	4,6	2,1	5,4	5,7	11,7	8,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	2,2	4,1	6,6	6,4	25,0	19,6	12,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	0,8	0,1	1,2	1,6
Non déterminée	1,8	2,2	0,6	0,0	1,7	1,9	20,6
Total	44,2	59,5	66,6	83,8	108,0	157,5	135,0

7.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.6.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	4,03	5,12	5,09	5,26	5,48	5,5	5,2
Particuliers	4,59	4,80	4,69	4,60	4,85	5,0	5,6
Clientèle financière	4,74	5,10	5,00	5,08	5,08	5,0	5,7
Sociétés d'Etat et EPIC	4,46	4,07	4,52	5,06	5,45	6,4	5,8
Assurances-Caisses de retraite	5,25	5,80	5,72	5,67	5,85	6,3	6,4
Entreprises privées du secteur productif	4,69	4,78	5,29	5,18	4,52	4,5	5,6
Entreprises individuelles	4,34	4,97	4,63	4,29	4,32	4,2	5,4
Coopératives et groupements villageois	3,79	3,91	4,07	3,99	3,66	3,8	3,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,60	4,81	4,49	4,81	5,36	5,3	4,7
Personnel de banques	-	-	-	-	-	5,0	-
Total	4,68	4,99	5,23	5,07	5,09	5,34	5,57

Tableau 7.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	4,67	4,98	5,22	5,08	4,62	5,34	5,57
Epargne à régime spécial	3,61	3,97	3,57	-	3,58	4,00	3,75
Bon de caisse	-	-	-	-	-	-	3,60
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-	-	6,00
Autres	-	6,00	-	-	4,91	-	4,50
Total	4,67	4,99	5,23	5,08	5,09	5,34	5,57

Tableau 7.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	4,24	4,35	5,25	4,45	4,21	4,79	4,17
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,16	4,89	4,79	4,43	4,93	5,64	5,87
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,34	4,77	4,59	4,81	5,01	5,33	5,22
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,82	5,32	5,15	5,31	5,54	4,79	5,60
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,80	5,18	4,79	5,19	5,87	6,08	5,59
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,24	5,47	5,27	5,27	5,15	6,07	6,28
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	-	-	4,25	5,67	6,18
Non déterminée	5,20	4,46	3,82	-	5,19	5,72	6,22
Total	4,67	4,98	5,23	5,04	5,09	5,34	5,57

8. SENEGAL

8.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 8.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	22,9	17,0	94,5	36,3	41,5	21,8	51,1
Particuliers	107,3	181,6	191,3	205,7	236,3	309,4	292,7
Clientèle financière	1,2	2,1	8,3	7,5	7,8	12,5	2,5
Sociétés d'Etat et EPIC	42,1	42,2	40,1	37,0	29,2	52,3	46,4
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,0	0,0	5,0			17,0
Entreprises privées du secteur productif	824,3	855,3	1 048,1	1 243,8	1 347,1	1 374,1	1 718,0
Entreprises individuelles	18,1	18,6	21,5	20,3	19,2	60,2	37,9
Coopératives et groupements villageois	9,9	15,2	18,2	19,5	22,7	42,3	24,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,2	3,9	3,1	3,8	31,8	52,2	30,2
Personnels des banques	3,2	4,6	6,1	6,6	9,4	21,0	21,6
Total	1 035,2	1 140,4	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6

Tableau 8.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	32,0	28,3	31,2	30,6	32,7	51,0	60,4
Exportation	0,0	0,3	0,0	0,0			0,2
Equipement	177,8	189,2	255,2	224,6	295,1	201,6	210,7
Consommation	43,4	66,2	61,7	63,7	92,7	138,7	151,5
Trésorerie	725,5	775,0	947,0	1 106,7	1 085,1	1 227,5	1 425,2
Autres	56,5	81,4	136,1	160,0	239,3	327,1	393,6
Total	1 035,2	1 140,4	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6

Tableau 8.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	454,0	403,7	540,9	675,2	675,0	740,5	910,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	224,5	267,7	354,9	261,8	318,8	460,4	493,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	42,4	80,2	57,5	74,4	115,1	87,9	119,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	25,3	78,2	97,2	184,5	100,9	98,9	105,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	72,1	49,2	62,9	67,1	86,0	79,9	78,6
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	149,9	205,4	253,6	256,6	302,9	346,8	329,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	53,0	44,0	48,9	50,9	127,3	102,6	167,8
Plus de 10 ans	13,9	11,9	15,3	15,1	19,0	28,9	37,3
Total	1 035,2	1 140,4	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6

8.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	6,63	9,94	10,31	9,17	7,44	6,84	6,09
Particuliers	10,22	10,15	10,05	9,65	9,41	9,38	9,39
Clientèle financière	6,82	9,12	8,71	8,00	8,12	8,60	8,96
Sociétés d'Etat et EPIC	7,71	6,83	6,95	8,72	7,59	4,47	5,54
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-			8,72
Entreprises privées du secteur productif	6,11	6,77	6,86	6,44	5,90	5,35	5,42
Entreprises individuelles	11,81	11,18	10,72	10,48	11,20	11,42	11,19
Coopératives et groupements villageois	10,21	9,80	9,93	9,87	9,17	8,11	9,50
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,46	10,50	10,86	11,14	9,93	5,92	5,83
Personnels des banques	2,17	2,31	2,34	1,88	1,98	2,31	1,77
Total	6,76	7,47	7,44	7,02	6,61	6,23	6,10

Tableau 8.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	8,10	8,30	8,42	7,94	7,72	7,04	6,81
Exportation	-	6,01	-	-			10,49
Equipement	8,17	9,17	8,40	8,90	8,14	7,81	6,83
Consommation	10,98	10,50	10,11	9,81	8,94	8,52	8,87
Trésorerie	6,00	6,61	6,58	6,04	5,35	4,87	5,00
Autres	8,97	10,00	10,52	9,76	9,37	9,28	8,51
Total	6,76	7,47	7,44	7,02	6,61	6,23	6,10

Tableau 8.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	5,01	5,61	5,80	5,32	4,72	4,37	4,39
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6,99	7,77	7,91	6,70	5,71	4,95	5,15
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,39	8,57	9,43	8,51	7,82	8,58	8,80
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,60	9,47	8,75	8,32	8,71	9,27	8,65
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	9,82	9,51	9,21	9,83	8,94	8,59	8,78
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,80	10,00	9,53	9,30	9,19	9,20	8,61
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,89	9,09	9,33	9,08	8,41	8,84	8,52
Plus de 10 ans	6,91	6,70	7,25	6,47	6,36	5,57	5,71
Total	6,76	7,47	7,44	7,02	6,61	6,23	6,10

8.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 8.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	0,3	54,6	0,3	20,6	1,9	0,04	0,64
Particuliers	5,4	8,4	10,4	8,4	9,9	11,34	7,40
Clientèle financière	0,0	8,3	2,9	0,7	2,4		0,51
Sociétés d'Etat et EPIC	10,1	6,3	7,5	26,4	12,6	9,69	8,51
Assurances-Caisses de retraite	0,2	0,0	0,0	0,9		0,01	0,14
Entreprises privées du secteur productif	288,7	359,6	318,7	382,4	407,5	357,02	2 363,56
Entreprises individuelles	10,2	17,0	13,8	11,8	15,8	10,31	65,37
Coopératives et groupements villageois	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,01	0,25
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	20,0	17,1	65,5	0,3	0,4	0,03	0,18
Personnel des banques	-	-	-	-	0,0		0,01
Total	335,5	471,8	419,6	451,8	450,8	388,4	2446,6

Tableau 8.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	70,5	137,8	128,5	140,2	150,0	131,92	964,65
30 jours à moins de 60 jours	113,9	122,6	115,5	95,0	107,0	95,04	514,03
60 jours à moins de 90 jours	104,0	140,3	100,0	105,9	101,1	78,26	531,54
90 jours à moins de 120 jours	37,3	52,9	51,7	79,3	48,8	53,13	277,98
120 jours et plus	9,9	18,2	23,9	31,4	43,9	30,09	158,35
Total	335,5	471,8	419,6	451,8	450,8	388,4	2446,6

8.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	6,55	13,07	16,40	11,67	10,09	17,75	9,19
Particuliers	12,54	12,30	11,24	10,93	9,59	10,63	10,35
Clientèle financière	-	10,67	8,50	5,00	6,01		8,04
Sociétés d'Etat et EPIC	11,60	10,38	11,15	11,25	9,18	8,85	9,19
Assurances-Caisses de retraite	12,02	-	-	-		14,00	9,64
Entreprises privées du secteur productif	10,34	9,93	10,02	9,55	9,28	8,78	7,35
Entreprises individuelles	13,15	12,59	12,37	11,72	10,70	11,11	8,25
Coopératives et groupements villageois	14,40	13,86	13,89	13,70	14,64	15,85	14,41
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,47	12,73	11,03	13,04	10,61	9,15	10,23
Personnel des banques	-	-	-	-	10,00		
Total	10,56	9,88	9,89	9,88	9,33	8,90	7,40

Tableau 8.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	10,58	9,13	9,28	10,31	9,28	8,75	6,24
30 jours à moins de 60 jours	10,23	10,35	10,20	9,36	8,99	8,66	7,34
60 jours à moins de 90 jours	10,69	9,94	10,25	10,02	9,85	9,94	8,30
90 jours à moins de 120 jours	11,06	10,54	10,40	9,49	9,24	8,14	9,34
120 jours et plus	10,43	9,89	9,59	9,16	9,21	8,93	8,17
Total	10,56	9,88	9,89	9,87	9,33	8,90	7,40

8.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 8.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	30,9	30,8	38,7	56,0	72,9	53,24	41,52
Particuliers	135,8	132,9	139,6	156,6	132,0	122,99	158,84
Clientèle financière	58,3	62,3	26,6	25,9	49,1	47,91	86,74
Sociétés d'Etat et EPIC	56,4	53,7	12,7	48,7	50,7	39,60	99,50
Assurances-Caisses de retraite	48,9	70,8	56,9	66,3	53,2	93,74	39,59
Entreprises privées du secteur productif	171,8	223,7	268,9	270,1	285,3	262,48	398,42
Entreprises individuelles	11,8	10,8	8,3	19,0	5,9	2,62	11,55
Coopératives et groupements villageois	4,9	8,8	7,7	7,2	4,3	3,20	10,82
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,8	13,1	28,9	45,7	79,4	46,99	22,11
personnel des banques	0,1	0,2	0,0	0,3	0,2	0,34	0,43
Total	528,6	607,1	588,4	695,9	733,2	673,1	869,5

Tableau 8.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	516,3	576,0	554,5	658,5	678,7	597,4	748,4
Epargne à régime spécial	5,4	16,5	21,1	14,5	18,5	33,1	7,4
Bon de caisse	4,3	12,6	12,8	22,7	35,9	42,0	103,9
Certificat de dépôt	2,6	1,9	0,0	0,1			0,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0		0,7	9,7
Total	528,6	607,1	588,4	695,9	733,2	673,1	869,5

Tableau 8.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	77,3	84,3	119,0	150,0	96,5	61,5	131,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	174,2	191,0	163,3	205,1	238,8	182,6	197,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	53,0	41,1	57,7	81,7	129,0	118,9	162,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	45,0	45,2	61,0	77,8	93,8	100,9	68,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	20,9	31,7	30,4	33,1	23,4	27,3	54,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	129,8	172,9	121,1	104,7	98,3	131,2	189,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	24,0	34,9	29,4	32,6	44,2	32,3	47,6
Non déterminée	4,3	6,1	6,4	11,0	9,1	18,5	18,6
Total	528,6	607,1	588,4	695,9	733,2	673,1	869,5

8.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.6.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	4,40	4,98	5,27	5,75	5,01	4,5	5,7
Particuliers	3,47	4,09	4,08	4,02	3,79	4,1	4,6
Clientèle financière	5,40	5,67	6,23	5,84	5,97	5,7	5,7
Sociétés d'Etat et EPIC	4,37	4,83	4,63	5,86	5,69	5,4	5,9
Assurances-Caisses de retraite	5,29	5,56	5,21	4,55	5,94	4,9	5,9
Entreprises privées du secteur productif	4,42	4,72	5,27	5,38	4,80	5,6	5,9
Entreprises individuelles	3,38	3,60	3,82	4,14	3,39	4,5	5,0
Coopératives et groupements villageois	3,04	3,58	3,83	3,96	3,81	4,1	6,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,63	4,01	4,31	4,41	5,22	5,4	5,1
Personnel des banques	3,71	3,53	3,50	3,87	3,64	3,8	3,8
Total	4,36	4,79	5,00	5,02	4,89	5,09	5,60

Tableau 8.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	4,36	4,79	4,99	5,04	4,62	5,12	5,69
Epargne à régime spécial	3,75	4,47	4,61	4,26	3,58	4,48	2,95
Bon de caisse	3,58	4,39	4,09	4,22		5,10	5,21
Certificat de dépôt	-	4,75	-	5,00			4,39
Autres	3,76	-	-	-	4,91	4,04	5,07
Total	4,36	4,79	5,00	5,02	4,89	5,09	5,60

Tableau 8.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	3,80	4,89	4,64	4,01	4,96	4,56	5,09
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,03	4,33	4,50	5,22	4,75	5,12	5,80
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,32	4,26	4,30	4,97	5,08	4,71	5,84
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,04	4,46	4,71	4,62	4,13	5,46	4,89
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,58	5,07	5,07	4,81	3,97	5,26	5,47
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,08	5,08	6,04	5,71	5,23	5,25	5,70
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,04	5,13	5,72	6,41	6,24	5,68	6,21
Non déterminée	3,59	3,65	3,72	3,89	5,15	4,56	5,58
Total	4,36	4,78	5,00	5,02	4,89	5,09	5,60

9. TOGO**9.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 9.1.1. Répartition par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	1,3	7,4	6,7	11,9	13,2	33,5	10,2
Particuliers	25,5	38,5	39,5	48,6	55,5	75,5	80,9
Clientèle financière	0,3	0,4	1,7	1,4	20,8	1,0	0,9
Sociétés d'Etat et EPIC	7,1	2,8	2,9	7,1	13,5	0,6	5,5
Assurances-Caisses de retraite	1,6	0,2	1,2	0,0	2,1	0,4	0,5
Entreprises privées du secteur productif	76,7	85,6	95,6	124,9	122,1	187,4	224,3
Entreprises individuelles	9,6	21,1	24,1	30,8	60,0	71,4	73,9
Coopératives et groupements villageois	0,3	1,7	0,5	1,6	1,4	0,7	1,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,7	0,2	0,4	0,7	5,2	1,8	2,9
Personnels des banques	2,1	2,2	3,5	4,2	3,9	4,1	4,3
Total	125,3	160,0	176,1	231,2	297,7	376,3	405,1

Tableau 9.1.2. Répartition par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	8,0	5,6	10,3	6,5	12,8	10,5	10,8
Exportation	0,0	0,7	0,0	0,4	6,6	2,9	0,3
Equipement	15,0	19,5	21,1	25,5	33,9	61,2	66,1
Consommation	17,1	31,2	24,8	37,7	55,2	91,2	75,1
Trésorerie	84,1	89,9	106,7	106,9	121,2	157,9	209,3
Autres	1,1	13,0	13,1	54,3	68,0	52,7	43,5
Total	125,3	160,0	176,1	231,2	297,7	376,3	405,1

Tableau 9.1.3. Répartition par durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	12,9	4,1	11,0	11,7	15,7	28,6	31,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	27,1	37,6	30,9	32,5	56,4	39,5	60,3
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	28,4	39,5	42,8	55,1	69,5	70,0	75,6
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,8	9,5	7,6	12,3	25,0	28,5	52,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,1	10,1	12,5	27,3	19,9	34,6	31,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	34,8	51,0	61,7	76,6	89,2	116,7	117,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	3,7	7,5	8,6	14,2	20,8	51,8	33,3
Plus de 10 ans	0,4	0,7	1,2	1,5	1,3	6,7	2,6
Total	125,3	160,0	176,1	231,2	297,7	376,3	405,1

9.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	10,14	8,90	8,50	9,33	8,08	7,71	7,82
Particuliers	11,52	11,38	11,29	11,13	11,11	10,27	10,18
Clientèle financière	9,10	10,67	10,17	10,09	9,01	9,19	9,59
Sociétés d'Etat et EPIC	10,94	8,50	9,50	9,59	8,02	10,24	7,23
Assurances-Caisses de retraite	10,50	10,00	10,50	13,00	9,48	11,78	9,35
Entreprises privées du secteur productif	9,94	9,63	9,52	9,04	9,28	9,08	8,48
Entreprises individuelles	11,46	10,70	10,94	11,18	10,49	10,18	9,84
Coopératives et groupements villageois	11,57	11,86	12,33	11,68	10,31	9,22	8,29
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,31	11,31	11,24	11,70	8,22	7,83	7,04
Personnels des banques	5,62	4,86	4,34	4,66	5,49	4,68	3,84
Total	10,27	9,82	9,97	9,65	9,67	9,36	8,98

Tableau 9.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitation	10,10	9,46	9,77	9,68	9,39	9,83	9,13
Exportation	-	10,23	12,00	11,63	11,20	10,89	10,15
Equipement	10,15	9,67	9,33	9,61	10,40	8,61	8,25
Consommation	11,92	11,59	11,48	11,48	10,75	10,23	10,43
Trésorerie	10,09	9,74	9,84	9,83	9,67	9,20	8,71
Autres	10,95	9,62	10,16	8,54	8,36	9,00	8,82
Total	10,27	9,82	9,97	9,64	9,67	9,36	8,98

Tableau 9.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	10,33	11,25	10,27	11,06	10,25	9,88	9,29
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	10,66	10,28	10,37	10,66	10,09	9,83	8,82
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,54	9,42	9,64	9,27	9,30	9,18	8,69
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,58	10,97	10,94	9,93	9,25	9,19	8,38
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,23	10,51	10,60	10,11	9,53	9,31	8,62
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,90	10,39	10,41	10,01	10,06	9,78	9,43
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,68	9,10	9,11	9,31	8,62	8,69	9,40
Plus de 10 ans	8,93	4,94	6,08	5,68	5,46	4,68	7,61
Total	10,27	9,82	9,97	9,64	9,67	9,36	8,98

9.3. ESCOMPTE D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 9.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	0,1	0,0	0,5	0,0		0,04	
Particuliers	0,4	0,3	0,0	0,0	0,1	0,10	0,45
Clientèle financière	0,0	0,1	0,0	0,1			
Sociétés d'Etat et EPIC	0,0	0,0	0,4	0,7			
Assurances-Caisses de retraite	1,3	0,0	0,0	0,0		0,35	0,16
Entreprises privées du secteur productif	18,9	16,5	12,9	119,4	23,6	25,33	10,51
Entreprises individuelles	4,3	3,6	10,6	13,9	10,9	15,85	12,74
Coopératives et groupements villageois	0,3	0,0	0,4	87,0			0,00
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,0	0,3	0,3	0,0			
Personnel de banques	0,0	0,0	0,0	0,0			
Total	25,4	20,7	25,1	221,1	34,6	41,7	23,9

Tableau 9.3.2. Répartition selon la durée des effets	2007	2008	2009	2010	2011	0	2013
Moins de 30 jours	3,9	3,0	2,7	89,7	3,5	3,42	2,81
30 jours à moins de 60 jours	8,2	5,9	6,1	6,1	7,8	6,49	2,97
60 jours à moins de 90 jours	7,5	7,5	5,2	95,8	15,0	12,51	9,06
90 jours à moins de 120 jours	1,5	2,7	3,7	11,9	3,4	4,41	5,85
120 jours et plus	4,3	1,6	7,3	17,7	4,9	14,82	3,17
Total	25,4	20,7	25,1	221,1	34,6	41,7	23,9

9.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	-	-	12,50	0,00		12,00	
Particuliers	9,00	10,09	12,00	0,00	9,23	10,23	8,54
Clientèle financière	-	10,00	-	-			
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	13,00	4,54			
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-		9,50	9,50
Entreprises privées du secteur productif	8,28	8,46	9,50	8,57	8,09	7,14	7,82
Entreprises individuelles	9,76	8,54	10,12	8,99	8,28	8,37	8,35
Coopératives et groupements villageois	11,16	-	14,00	4,50			9,00
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	12,64	9,00	0,00			
Personnel de banques	-	-	-	-			
Total	8,51	8,66	9,83	8,52	8,15	7,64	8,13

Tableau 9.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 30 jours	9,06	8,13	10,20	9,85	8,73	9,20	7,99
30 jours à moins de 60 jours	9,09	8,21	10,03	8,36	7,54	8,38	8,31
60 jours à moins de 90 jours	8,46	8,59	9,70	8,53	8,22	7,94	7,76
90 jours à moins de 120 jours	8,97	9,15	9,15	9,55	8,73	7,92	8,25
120 jours et plus	9,81	8,19	9,79	8,51	8,12	6,61	8,92
Total	8,51	8,56	9,83	8,45	8,15	7,64	8,13

9.5. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 9.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	40,1	52,0	60,4	103,5	132,8	120,59	123,64
Particuliers	30,5	35,2	62,0	58,0	164,1	125,07	270,31
Clientèle financière	65,7	26,9	21,9	51,0	73,9	154,00	128,40
Sociétés d'Etat et EPIC	33,1	55,2	89,9	38,9	63,5	57,01	117,21
Assurances-Caisses de retraite	104,6	90,7	85,6	120,0	137,8	161,66	234,13
Entreprises privées du secteur productif	38,8	43,6	87,5	160,0	139,5	340,01	455,76
Entreprises individuelles	9,4	16,0	19,6	30,0	47,1	135,64	120,12
Coopératives et groupements villageois	4,3	11,4	4,7	4,8	4,2	43,24	35,88
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	14,9	36,7	16,1	13,4	19,1	21,13	23,47
Personnel de banques	0,0	2,9	2,9	3,4	2,5	7,60	5,96
Total	341,4	370,6	450,7	583,0	784,6	1 166,0	1 514,9

Tableau 9.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	0
Dépôt à terme	338,4	365,3	447,8	583,0	784,6	1 165,6	1 514,9
Epargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0		0,1	
Bon de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0			
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0			
Autres	3,1	5,4	2,9	0,0		0,3	0,0
Total	341,4	370,6	450,7	583,0	784,6	1 166,0	1 514,9

Tableau 9.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	268,6	241,9	240,5	340,1	365,5	488,5	476,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	52,6	74,9	81,6	128,3	241,5	210,3	318,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,3	21,7	86,0	38,1	67,4	243,1	412,4
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	1,6	15,4	10,7	18,9	42,7	100,2	199,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,5	0,1	6,7	5,8	7,1	9,8	17,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,7	11,1	21,2	48,6	46,1	78,0	86,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	2,0	3,9	3,1	1,6	8,3	5,4
Non déterminée	3,3	3,6	0,0	0,0	12,7	27,8	
Total	341,4	370,6	450,7	583,0	784,6	1 166,0	1 514,9

9.6. TAUX D'INTERET CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.6.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Etat et organismes assimilés	4,28	4,57	4,57	4,77	4,74	4,6	4,9
Particuliers	4,95	4,12	3,98	3,95	4,64	4,6	4,8
Clientèle financière	5,13	5,28	4,37	4,29	5,57	5,8	5,8
Sociétés d'Etat et EPIC	4,77	4,32	4,62	4,32	4,53	5,1	5,6
Assurances-Caisses de retraite	5,15	5,04	4,99	5,01	5,18	5,2	5,3
Entreprises privées du secteur productif	4,48	4,52	4,71	4,55	4,99	4,9	5,0
Entreprises individuelles	3,65	3,67	4,06	4,49	4,39	5,3	5,7
Coopératives et groupements villageois	4,18	5,08	4,58	4,51	5,85	5,1	5,4
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,64	4,03	3,84	3,76	3,91	4,0	4,5
Personnel de banques	-	4,50	4,51	4,43	4,13	4,3	4,2
Total	4,80	4,65	4,61	4,55	4,87	5,04	5,15

Tableau 9.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépôt à terme	4,83	4,65	4,62	4,55	4,62	5,04	5,15
Epargne à régime spécial	-	-	-	-	3,58	4,50	-
Bon de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	3,98	-	4,91	5,71	3,75
Total	4,80	4,65	4,61	4,55	4,87	5,04	5,15

Tableau 9.6.3. Taux d'intérêt selon la durée du dépôt	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
inf ou égale à 1 mois	4,91	4,61	4,51	4,62	4,59	4,66	4,77
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,61	4,65	4,35	4,25	4,84	5,02	5,05
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,26	5,43	5,30	5,40	5,55	5,56	5,49
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,32	3,93	4,18	4,68	5,57	5,16	5,26
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	3,99	4,25	4,26	4,45	5,08	5,73	6,11
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,45	5,17	4,80	4,15	5,47	5,24	5,57
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,18	-	3,23	5,02	4,29	6,07	5,79
Non déterminée	0,31	2,54	4,88	-	4,97	5,88	-
Total	4,80	4,65	4,61	4,55	4,87	5,04	5,15



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int